

The Intergenerational Moment

2026 FUTURE RISKS REPORT

Sommaire

Présentation

Éditorial de Thomas Buberl, Directeur général du Groupe AXA 2
Résumé de l'étude 3
Principaux enseignements 4
À propos de l'étude 6
Top 10 mondial des risques émergents selon les experts en 2026 10
Des risques de plus en plus interconnectés 11
Évolution du top 10 des risques émergents selon les experts et nouvelles tendances 12
Classements 2026 des risques selon les experts, par région 13
Top 10 mondial des risques émergents : classements des experts et du grand public 14
Focus : Les jeunes plus préoccupés par les risques sanitaires que par les risques géopolitiques 15

Les dynamiques intergénérationnelles 16

La perception du fossé intergénérationnel varie selon les générations 17
Soutenir les familles dans les transitions de vie 18
L'âge ne devrait jamais être un risque 20

The Intergenerational Moment : Les dynamiques intergénérationnelles

Risque 1. IA et big data 21

Les sociétés peinent à suivre le rythme de développement de l'IA 23
Tribune : Mettre l'IA au service du progrès
Gilles Moëc, Économiste en chef du Groupe AXA 24

Risque 2. Changement climatique 25

Une nouvelle réalité climatique : des menaces croissantes, une préparation insuffisante 27
Prévenir plutôt que subir : investir en amont dans la résilience face aux catastrophes 28

Risque 3. Instabilité géopolitique 29

L'instabilité géopolitique est perçue comme une menace persistante et de grande ampleur 31
Décrypter les risques géopolitiques pour mieux accompagner nos clients 33

Risque 4. Risques cyber 34

Les risques cyber s'ancrent durablement dans le paysage des risques 36
Bâtir la résilience cyber à grande échelle : le rapport d'AXA XL et Thales 37
Accompagner les entreprises colombiennes dans leur cyberrésilience 37
Cyber Study d'AXA France : bâtir une résilience cyber concrète pour les TPE, PME et ETI 37

Risque 5. Risques énergétiques 38

La sécurité énergétique revient en force à l'ordre du jour 40
Accroître la résilience du secteur énergétique 41

Risques 6 à 10 42

Risque 6. Tensions et mouvements sociaux 42
Risque 7. Fragmentation sociale 45
Risque 8. Risques pour la stabilité financière 50
Risque 9. Risques macroéconomiques 52
Risque 10. Ressources naturelles et biodiversité 54

Risques sous le radar 56

Tribune : L'informatique quantique : bien plus qu'un simple risque numérique
Françoise Gilles, Directrice des risques du Groupe AXA 57

Prévention : une nécessité pour l'avenir 61

Le rôle des assureurs 65

Tribune : Faire de la prévention une réalité
Guillaume Borie, Directeur Finance, Stratégie, Souscription, Risques et Technologie du Groupe AXA 67

Éditorial

de Thomas Buberl, Directeur général du Groupe AXA

Vivre dans un monde de polycrises est devenu la norme : les risques s'additionnent, se renforcent mutuellement et transforment durablement nos sociétés. C'est précisément ce que le Future Risks Report d'AXA cartographie depuis treize ans : les risques émergents, leurs interconnexions et leurs impacts, en croisant la vision des experts et celle des citoyens. Ce rapport est devenu pour AXA un outil stratégique pour éclairer les risques, susciter une réflexion collective et appeler à l'action.



L'édition 2026 marque plusieurs tournants majeurs. Pour la première fois, les experts du monde entier placent les risques liés à l'intelligence artificielle et au big data en tête de leurs préoccupations, devant le changement climatique. Ce basculement ne signifie pas que le climat inquiète moins – il reste le premier risque pour le grand public, avec un niveau de vulnérabilité inédit – mais il montre que l'intelligence artificielle (IA) est désormais perçue comme un risque structurel, au même niveau que les grandes menaces environnementales et géopolitiques.

Parallèlement, d'autres risques se sont durablement installés : changement climatique, instabilité géopolitique, risques cyber, tensions sur l'énergie ne sont plus considérés comme des épisodes ponctuels, mais comme des menaces persistantes qui façonnent un nouveau régime de risques.

Le thème transversal de cette édition est celui des dynamiques intergénérationnelles. À ces menaces externes s'ajoute en effet un « péril intérieur » : une large majorité des répondants considèrent leur société comme divisée, et près d'un sur deux estime que les jeunes vivront moins bien que leurs parents, surtout en Europe. Les lignes de fracture sont multiples – inégalités, polarisation, désinformation, divergences de valeurs – mais tous reconnaissent que la coopération entre générations, qu'il s'agisse de partage de connaissances, de soutien au quotidien ou d'innovation, est un puissant facteur de résilience.

Face à ce diagnostic, AXA a fait évoluer son enquête. Plus qu'un baromètre des risques, cette édition consacre un volet à la prévention. Alors que 85 % des experts et du grand public estiment que le risque qui les inquiète le plus pourrait être évité grâce à des actions de prévention fortes, nous avons voulu comprendre les comportements qu'ils sont prêts à adopter et les freins qui limitent leur capacité à agir. C'est dans cet écart entre la volonté et la capacité d'agir que les assureurs peuvent jouer un rôle clé, en aidant chacun à mieux prévenir et réduire les risques.

« Pour la première fois, les experts du monde entier placent les risques liés à l'intelligence artificielle et au big data en tête de leurs préoccupations, devant le changement climatique. »

Partout dans nos marchés, nous observons un besoin accru de protection, la montée en puissance de la demande en santé et en épargne, l'émergence de nouveaux risques liés au climat et à la technologie, et une transformation profonde de la façon de souscrire et de distribuer nos produits sous l'effet de l'IA. Avec notre nouveau plan stratégique 2027-2029, « Growing Forward », nous ambitionnons de répondre à ces dynamiques.

Chez AXA, nous sommes convaincus que le progrès humain passe par la capacité à protéger ce qui compte, aujourd'hui et demain. C'est tout le sens de cette nouvelle édition du Future Risks Report : comprendre pour agir, et faire de la prévention un levier central, au service de toutes les générations.

Résumé de l'étude

L'édition 2026 du Future Risks Report d'AXA révèle que, **pour la première fois, l'intelligence artificielle (IA) devance le changement climatique parmi les préoccupations des experts.** Notre enquête a interrogé, dans le monde entier, des experts de l'assurance travaillant chez AXA ou issus de ses réseaux professionnels, ainsi que des représentants du grand public, sur leur perception d'un large éventail de menaces planétaires.

Les risques géopolitiques, cyber et énergétiques complètent le top 5 des experts. Ancrés durablement dans le paysage des risques, ces trois risques se caractérisent par une forte incertitude, des effets toujours plus perceptibles dans le quotidien des répondants et un sentiment partagé d'impréparation des pouvoirs publics face à leurs conséquences.

Pour le grand public, **le changement climatique** reste la première préoccupation.

Cette année, afin de mieux appréhender les enjeux croissants liés aux évolutions démographiques, le rapport examine **la perception des grands défis actuels selon les tranches d'âge** et analyse les relations intergénérationnelles. Si les réponses varient souvent d'une génération à l'autre, un consensus se dégage néanmoins : **les générations futures devraient connaître une qualité de vie moins bonne.**

Face à un monde marqué par les polycrises, le rapport souligne que la **prévention des risques** constitue le levier le plus efficace pour bâtir un avenir plus sûr.

Découvrez notre Radar des risques, un outil interactif pour comparer les perceptions des experts et du grand public, entre pays, régions ou périodes.

Pour la première fois,

les risques liés à l'IA et au big data détrônent le changement climatique dans le classement des experts

La quasi-totalité des experts (95 %) et du grand public (94 %) estime que

les crises se sont multipliées ces dernières années

Pour **85 %** **des experts et du grand public,** la prévention permet d'éviter, au moins en partie, la réalisation des risques les plus préoccupants

Principaux enseignements

ENSEIGNEMENT Nº 1

L'IA se hisse désormais en tête des risques selon les experts, tandis que le changement climatique reste la principale préoccupation du grand public, toutes générations confondues.

Pour la première fois dans notre enquête, les risques liés à l'IA et au big data, classés au 4e rang l'an dernier, **arrivent en tête des préoccupations des experts,** devant le changement climatique. Au sein du grand public, l'IA progresse fortement, passant de la 7e à la 2e place, tandis que **le changement climatique demeure le risque prioritaire pour toutes les tranches d'âge.**

L'IA est perçue comme une menace dont la progression s'accélère : parmi les répondants qui la classent au nombre des principaux risques, 54 % des experts et 48 % du grand public estiment qu'elle « émerge rapidement ». Parallèlement, le niveau de préparation des autorités suscite une forte défiance : **seuls 9 % des experts jugent les pouvoirs publics suffisamment préparés aux risques liés à l'IA,** une proportion qui tombe à 3 % en Europe.





ENSEIGNEMENT Nº 2

Le paysage des risques est de plus en plus interconnecté et systémique.

Le rapport met en évidence la perception d'un monde en polycrise : **95 % des experts et 94 % du grand public estiment que le nombre de crises a augmenté ces dernières années.**

Il souligne également que **les risques se renforcent mutuellement :** l'IA révolutionne la nature des cybermenaces, les tensions géopolitiques fragilisent la sécurité énergétique et alimentaire, le changement climatique met à mal les infrastructures et les ressources, tandis que la fragmentation sociale compromet la capacité des sociétés à surmonter les crises. **Plus que les risques eux-mêmes, ce sont souvent leurs répercussions sur l'économie et la société qui sont redoutées.**

ENSEIGNEMENT Nº 3

Toutes les tranches d'âge jugent que la vie est plus difficile pour les jeunes générations.

Les nouvelles questions consacrées aux relations intergénérationnelles montrent que **59 % du grand public déclarent avoir déjà été confrontés à des tensions liées aux différences d'âge.** Les répondants reconnaissent toutefois les bénéfices de la solidarité entre générations.

L'enquête met également en évidence un sentiment largement partagé : les conditions de vie se dégradent. Ainsi, **71 % du grand public estiment qu'il est plus difficile d'élever des enfants aujourd'hui que pour les générations précédentes,** tandis que 46 % pensent que les jeunes générations bénéficieront d'une qualité de vie moins bonne que la leur.





ENSEIGNEMENT Nº 4

La fragmentation sociale devient un multiplicateur de risques et prend une dimension systémique.

Le risque de fragmentation sociale n'arrive qu'en 11e position parmi les préoccupations du grand public. Pourtant, **la perception d'une société fragmentée progresse :** 63 % du grand public considèrent que « leurs concitoyens partagent de moins en moins de valeurs avec eux » ou qu'« une fracture sociale profonde et préoccupante » existe dans leur pays, soit une hausse de quatre points en un an.

Cela suggère que les **divisions sociales sont moins perçues comme un risque en soi que comme une tendance de fond** qui conditionne la capacité des sociétés à faire face aux crises. Parmi les répondants du grand public ayant classé la fragmentation sociale parmi les principaux risques, seuls 28 % estiment que les pouvoirs publics y sont suffisamment préparés.

ENSEIGNEMENT Nº 5

Les citoyens sont prêts à agir pour prévenir les risques émergents.

Malgré la perception d'un monde en polycrise, le rapport révèle que, **pour une vaste majorité des sondés, la prévention permet d'éviter au moins en partie les risques** (85 % des experts et du grand public).

Une majorité du grand public se déclare prête à adopter des mesures de réduction des risques. Pour leur part, les experts citent plusieurs priorités : renforcer la gouvernance, investir dans les infrastructures et l'innovation, miser sur la coopération internationale, sensibiliser le grand public, mobiliser le secteur privé et **élargir le rôle des assureurs dans le renforcement de la résilience.**



À propos de l'étude

Le Future Risks Report offre à AXA une vision globale des risques émergents, en croisant le regard de ses experts en assurance avec les perceptions de citoyens du monde entier. Il renforce le positionnement d'AXA comme acteur de référence sur les risques émergents et témoigne de son engagement sociétal en tant qu'assureur. Enfin, il éclaire ses orientations stratégiques et son approche de la gestion des risques.

Le rapport est réalisé conjointement par les équipes de la Communication et les équipes de la Gestion des Risques du Groupe AXA, et s'appuie sur l'enquête menée par Ipsos pour le compte d'AXA, à travers des questionnaires en ligne adressés à deux groupes : les experts et le grand public. L'enquête s'est déroulée du 14 mai au 24 juin 2026.

Comme toute enquête fondée sur les perceptions, **les résultats doivent être interprétés à la lumière des événements survenus au cours de la collecte des réponses.** Cette année, l'enquête s'est déroulée dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et la flambée des prix de l'énergie qui les a accompagnées, par des inquiétudes sanitaires liées au virus Ebola et à un hantavirus, ainsi que par des vagues de chaleur en Europe de l'Ouest. La forte couverture médiatique de ces événements a pu influer sur l'importance accordée aux risques énergétiques, géopolitiques, sanitaires et climatiques.

28 345
répondants

13 ans de suivi de l'évolution de la perception des risques

Les 20 risques

En 2026, la liste des risques proposés comprenait 20 risques, contre 25 lors des précédentes éditions.

- Quatre risques ont été supprimés : les risques liés aux avancées et innovations médicales ; les risques liés aux systèmes intelligents et autonomes ; les risques liés aux politiques monétaires et fiscales, ainsi que les risques liés à l'évolution de la réglementation et des litiges.
- Les « risques éthiques liés à l'utilisation de la technologie » ont été rattachés aux risques **liés à l'intelligence artificielle et au big data,** désormais considérés comme recouvrant les enjeux éthiques.
- Deux risques ont été regroupés : **l'exposition prolongée à des substances nocives et la pollution.**
- Un nouveau risque a été introduit : **la fragmentation sociale.** Il recouvre les fractures profondes et durables qui traversent les sociétés, notamment le creusement des inégalités, les fractures territoriales et culturelles, la défiance croissante à l'égard des institutions et des médias, les tensions migratoires et les menaces pesant sur la démocratie. Il englobe également les enjeux sociaux liés à la santé mentale, à l'isolement et au sentiment d'un éloignement croissant entre les individus. La fragmentation sociale se distingue des tensions et mouvements sociaux : elle décrit les divisions sous-jacentes au sein de la société, tandis que ces derniers désignent leur expression sous forme d'actions collectives et de manifestations, pouvant aller jusqu'aux troubles, aux émeutes ou aux violences.
- Enfin, le risque lié aux maladies chroniques a été renommé « **maladies chroniques et santé mentale** ».

Ces changements doivent être pris en compte lors de l'analyse des évolutions du classement des risques. La méthodologie utilisée pour établir le classement reste inchangée.



Les 20 risques

Nous avons présenté aux personnes interrogées 20 risques, et leur avons demandé de choisir leurs 5 premiers risques en fonction de leur impact potentiel au cours des 5 à 10 prochaines années. Nous avons classé les résultats en attribuant 5 points à chaque premier choix, 4 pour le deuxième, etc.

SANTÉ ET MÉDECINE



Maladies chroniques et santé mentale

Pandémies et maladies infectieuses

Évolution des pratiques de santé et nouvelles maladies professionnelles

ENVIRONNEMENT ET ÉNERGIE



Changement climatique

Risques énergétiques

Risques liés aux ressources naturelles et à la biodiversité

Pollution et exposition prolongée à des substances nocives

Risques spatiaux et planétaires

TECHNOLOGIE ET DONNÉES



Risques liés à l'intelligence artificielle (IA) et au big data, y compris les risques éthiques

Risques cyber

Technologies disruptives

ÉCONOMIE, FINANCE ET ENVIRONNEMENT COMMERCIAL



Risques pour la stabilité financière

Risques macroéconomiques

Risques liés à l'avenir de l'emploi

Risques économiques liés aux technologies

SOCIÉTÉ, POLITIQUE ET RÉGLEMENTATION



Instabilité géopolitique

Tensions et mouvements sociaux

Fragmentation sociale

Changements démographiques

Nouvelles menaces sécuritaires et terrorisme

Experts

Nous avons interrogé 4 345 experts dans 62 pays et régions. 41 % des personnes sondées avaient entre 45 et 59 ans. 53 % étaient des hommes et 47 % des femmes. 89 % travaillaient chez AXA, principalement dans la distribution, le marketing et la gestion des risques. Les 11 % restants étaient issus des réseaux professionnels d'AXA, essentiellement dans le secteur des services financiers.

4 345* experts

62 pays et régions

* 13 répondants experts n'ont pas déclaré leur région d'origine et n'apparaissent par conséquent pas dans la répartition par région ci-contre.

Europe

1 911 répondants

Principaux pays :
France - 531
Royaume-Uni - 246
Belgique - 239

Asie-Pacifique et Moyen-Orient

1 385 répondants

Principaux pays :
Indonésie - 432
Thaïlande - 380
Japon - 180

Amériques

742 répondants

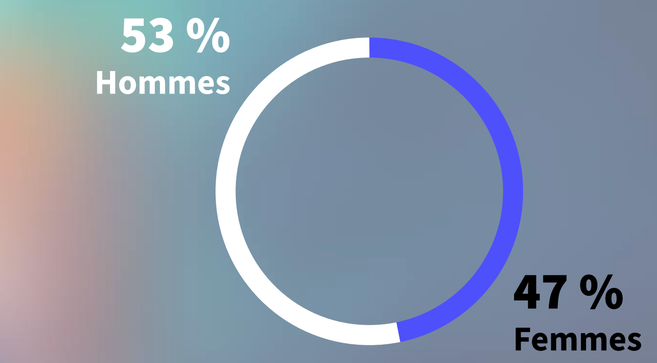
Principaux pays :
Colombie - 261
Mexique - 187
Brésil - 149

Afrique

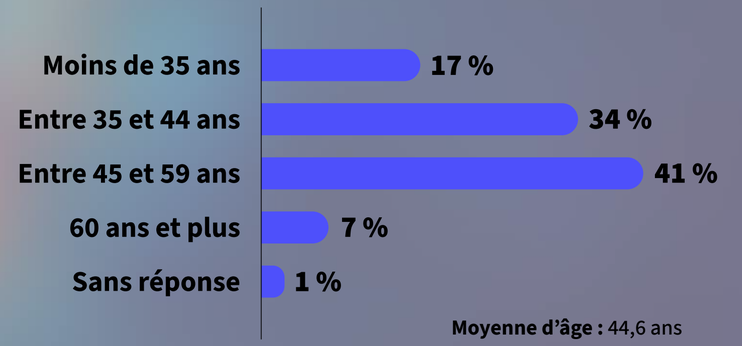
294 répondants

Principaux pays :
Maroc - 129
Égypte - 48
Nigeria - 40

PROFIL DES EXPERTS

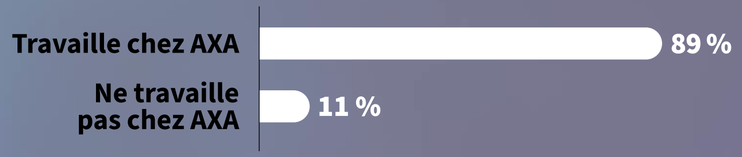


PAR TRANCHE D'ÂGE



Moyenne d'âge : 44,6 ans

PAR SITUATION PROFESSIONNELLE



Grand public

Nous avons interrogé 24 000 personnes âgées de 18 ans ou plus, dans 19 pays et sur plusieurs continents, en constituant des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1 000 répondants par pays, à l'exception de l'Allemagne (2 000 répondants) et des États-Unis (5 000 répondants). Les comparaisons avec les résultats de l'an dernier doivent tenir compte de l'évolution du périmètre géographique de l'enquête, avec l'ajout de la Colombie et de la Thaïlande et le retrait de la Suisse.



24 000
répondants âgés de 18 ans ou plus

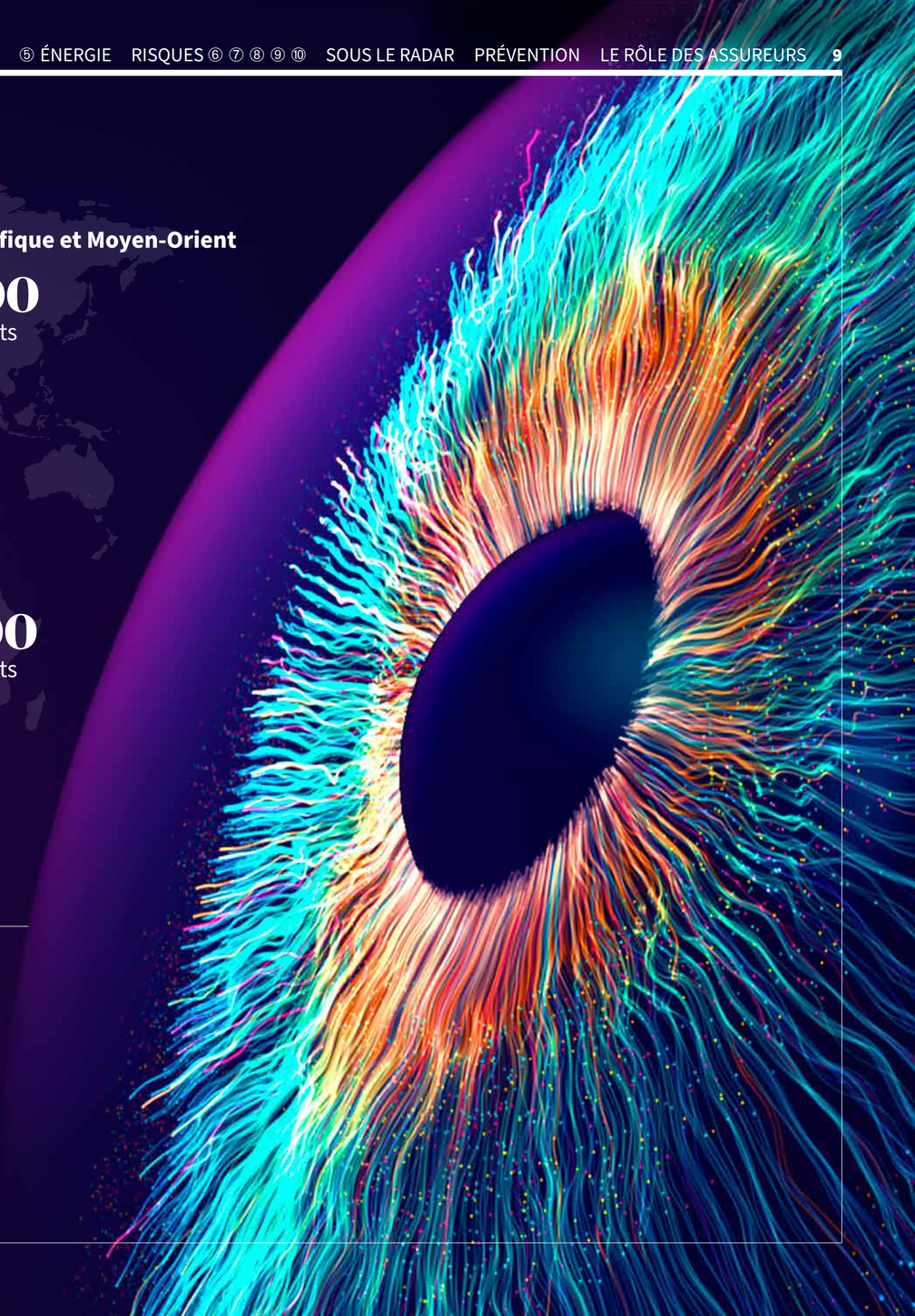
19
pays et régions

Europe
9 000
répondants

Asie-Pacifique et Moyen-Orient
4 000
répondants

Amériques
8 000
répondants

Afrique
3 000
répondants



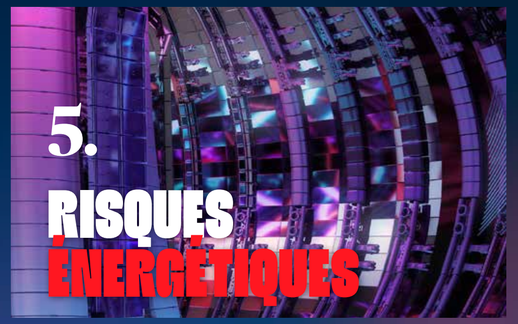
Top 10 mondial des risques émergents selon les experts en 2026





















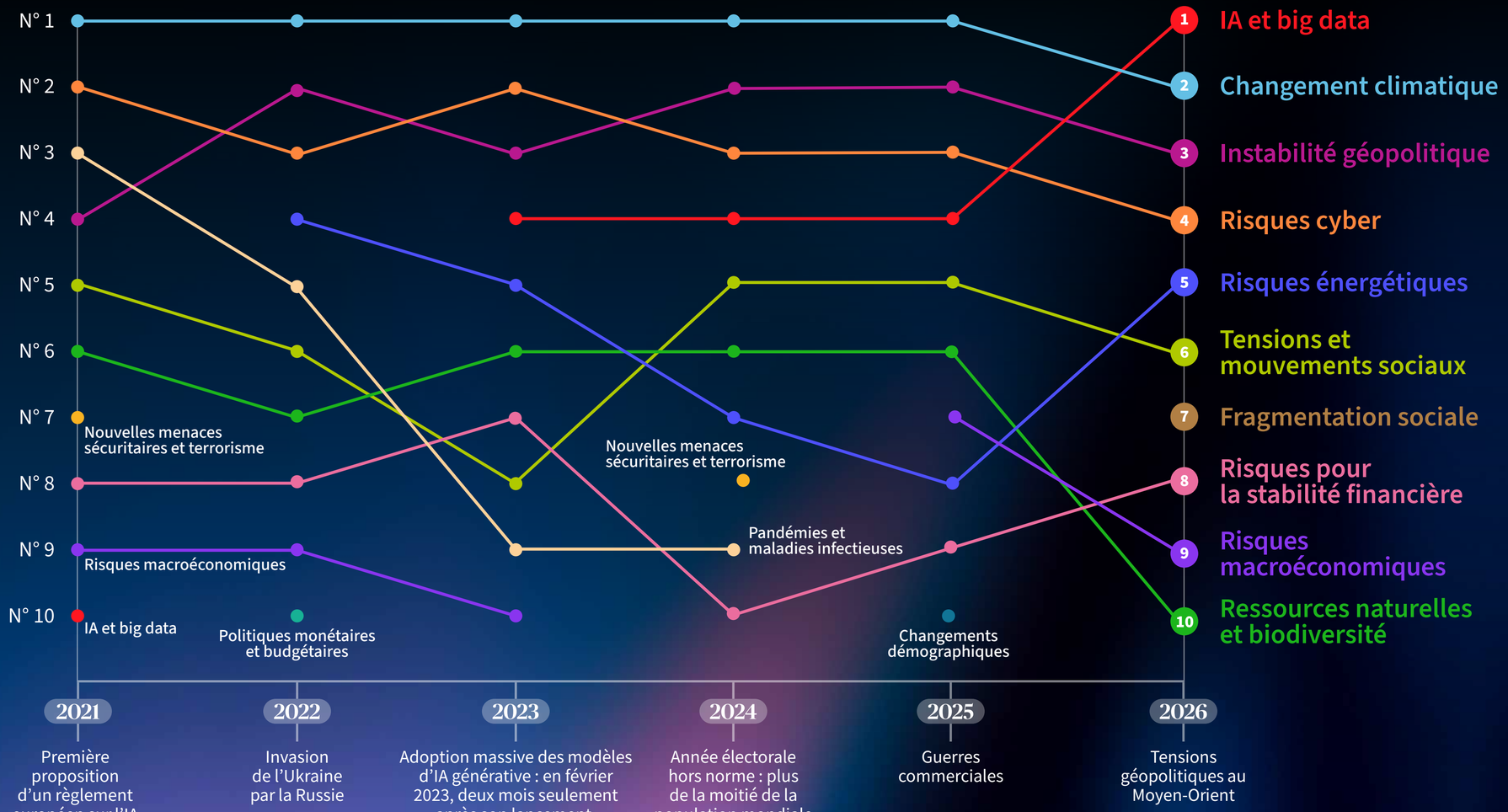
Des risques de plus en plus interconnectés

Notre enquête 2026 met en lumière l'interconnexion croissante entre les risques. Interrogés sur les risques qui les préoccupent le plus, les experts citent fréquemment des enjeux à la croisée de plusieurs catégories de risques. En définitive, **leurs préoccupations convergent vers des conséquences économiques et sociétales de ces risques.**

IA et big data	Changement climatique	Instabilité géopolitique	Risques cyber	Risques énergétiques
Risques éthiques	Dommages causés par des événements climatiques extrêmes	Conséquences économiques	Attaques contre des infrastructures critiques	Hausse des prix de l'énergie
Impacts sur l'emploi	Insécurité alimentaire et hydrique	Résurgence des conflits armés	Risques de réputation et d'usurpation d'identité	Souveraineté énergétique et dépendance aux importations
Effet « boîte noire »	Impacts sur la santé	Déclin du multilatéralisme	Cyberextorsion	Impacts environnementaux

Environnement | Santé | Société | Géopolitique | Technologie | Économie

Évolution du top 10 des risques émergents selon les experts et nouvelles tendances



Pour la première fois depuis la création du Future Risks Report, les experts placent les **risques liés à l'intelligence artificielle** et au big data en tête de leur classement.

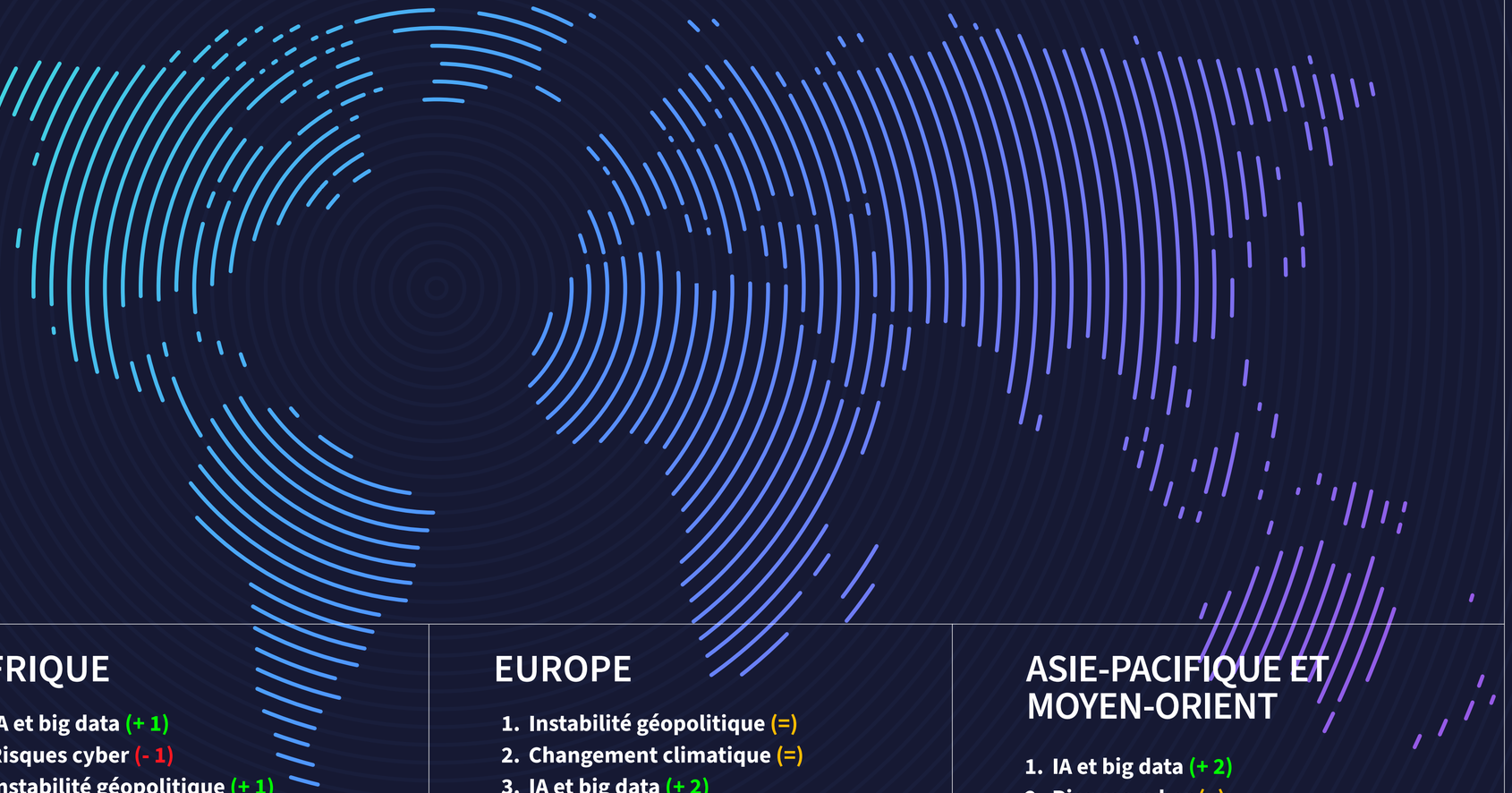
Seule une autre enquête avait vu le **changement climatique** ainsi détrôné : celle conduite en 2020, au plus fort de la pandémie de Covid-19.

Les **risques énergétiques** remontent à la 5e place (après trois années de recul) sur fond de tensions géopolitiques accrues qui ont ravivé les inquiétudes sur les prix de l'énergie et la sécurité des approvisionnements.

Le nouveau risque de **fragmentation sociale** fait son entrée en 7e position dans le classement des experts, tandis que les risques liés aux changements démographiques quittent le top 10.

La progression d'autres risques a relégué les **risques liés aux ressources naturelles et à la biodiversité** au 10e rang, niveau le plus bas jamais observé.

Classements 2026 des risques selon les experts, par région



L'analyse par région révèle un fort consensus autour des **risques liés à l'IA et au big data,** qui occupent la première place partout sauf en Europe, où l'instabilité géopolitique demeure le risque le plus préoccupant. Le **changement climatique** figure parmi les trois principaux risques sur tous les continents, à l'exception de l'Afrique. L'Europe est la seule région où les experts placent les **risques liés aux changements démographiques** dans leur top 10. Par ailleurs, l'ajout de la santé mentale dans le « **risque lié aux maladies chroniques et à la santé mentale** » a fait progresser ce risque partout, sauf en Europe. Au total, 43 % des experts qui ont sélectionné ce risque indiquent que la santé mentale constitue leur principale préoccupation.

AMÉRIQUES

1. **IA et big data (+ 2)**
2. **Changement climatique (- 1)**
3. **Risques cyber (- 1)**
4. Instabilité géopolitique (=)
5. Maladies chroniques et santé mentale (+ 6)
6. Risques liés aux ressources naturelles et à la biodiversité (- 1)
7. Tensions et mouvements sociaux (- 1)
8. Risques énergétiques (+ 2)
9. Fragmentation sociale (NOUVEAU)
10. Risques macroéconomiques (+ 4)

En recul — Inchangé — En hausse

AFRIQUE

1. **IA et big data (+ 1)**
2. **Risques cyber (- 1)**
3. **Instabilité géopolitique (+ 1)**
4. Changement climatique (- 1)
5. Risques énergétiques (=)
6. Maladies chroniques et santé mentale (+ 6)
7. Risques pour la stabilité financière (+ 6)
8. Risques liés à l'avenir de l'emploi (+ 2)
9. Risques macroéconomiques (- 1)
10. Pandémies et maladies infectieuses (- 1)

EUROPE

1. **Instabilité géopolitique (=)**
2. **Changement climatique (=)**
3. **IA et big data (+ 2)**
4. Risques cyber (- 1)
5. Tensions et mouvements sociaux (- 1)
6. Risques énergétiques (+ 1)
7. Fragmentation sociale (NOUVEAU)
8. Risques macroéconomiques (+ 1)
9. Risques liés aux ressources naturelles et à la biodiversité (- 3)
10. Risques liés aux changements démographiques (- 2)

ASIE-PACIFIQUE ET MOYEN-ORIENT

1. **IA et big data (+ 2)**
2. **Risques cyber (=)**
3. **Changement climatique (- 2)**
4. Instabilité géopolitique (=)
5. Risques énergétiques (+ 8)
6. Risques pour la stabilité financière (- 1)
7. Risques macroéconomiques (=)
8. Risques liés à l'avenir de l'emploi (+ 4)
9. Tensions et mouvements sociaux (- 1)
10. Maladies chroniques et santé mentale (+ 4)

Top 10 mondial des risques émergents : classements des experts et du grand public

Le classement des dix principaux risques au sein des deux panels a fortement évolué en un an, en contraste marqué avec une édition 2025 où la perception des risques était restée globalement stable d'une année sur l'autre. Dans l'ensemble, ces résultats reflètent l'influence d'événements récents sur la perception des risques (comme la résurgence des risques de pandémie pour le grand public), mais aussi la prise en compte de tendances structurelles, comme la forte progression dans le top 10 des risques liés à l'IA et au big data.

Trois tendances majeures se dessinent :

1. **L'IA rivalise désormais avec le changement climatique en tête des préoccupations.** Si le grand public place toujours le changement climatique en première position, les risques liés à l'IA et au big data se hissent à la 2e place de leur classement (contre le 7e rang l'an dernier). Chez les experts, un basculement s'opère : l'IA et le big data passent de la 4e place à la 1re place, détrônant ainsi le changement climatique. Les risques cyber, étroitement liés à ces derniers, reculent de la 3e à la 4e position pour les deux panels.

2. **Les pandémies et les maladies infectieuses inquiètent davantage le grand public que les experts.** Le grand public classe ce risque au 3e rang (5e rang en 2025), probablement en raison de la couverture médiatique d'infections au virus Ebola et à un hantavirus pendant la période d'enquête. Deux autres risques absents du top 10 des experts figurent dans celui du grand public : les nouvelles menaces sécuritaires et le terrorisme, ainsi que les maladies chroniques et la santé mentale.

3. **La fragmentation et les tensions sociales préoccupent davantage les experts que le grand public.** Nouveau risque introduit dans l'enquête cette année, la fragmentation sociale se classe au 7e rang chez les experts, mais reste en dehors du top 10 du grand public, alors même que 63 % des répondants estiment que leur pays est confronté à des divisions profondes ou croissantes. Les tensions et mouvements sociaux occupent quant à eux la 6e place chez les experts et la 8e place au sein du grand public, en recul par rapport aux 5e et 4e rangs occupés l'an dernier.

Top 10 des risques émergents



Focus

LES JEUNES PLUS PRÉOCCUPÉS PAR LES RISQUES SANITAIRES QUE PAR LES RISQUES GÉOPOLITIQUES

Grand public

Rang	Moins de 25 ans	25–34 ans	35–44 ans	45–54 ans	55–64 ans	65 ans et plus
1er	Changement climatique	Changement climatique	Changement climatique	Changement climatique	Changement climatique	Changement climatique
2e	IA et big data	Pandémies et maladies infectieuses	Pandémies et maladies infectieuses	Risques cyber	Tensions et mouvements sociaux	Nouvelles menaces sécuritaires et terrorisme
3e	Pandémies et maladies infectieuses	Risques pour la stabilité financière	Risques pour la stabilité financière	IA et big data	Nouvelles menaces sécuritaires et terrorisme	IA et big data
4e	Risques pour la stabilité financière	IA et big data	IA et big data	Risques pour la stabilité financière	Instabilité géopolitique	Instabilité géopolitique
5e	Maladies chroniques et santé mentale	Risques cyber	Risques cyber	Pandémies et maladies infectieuses	Risques cyber	Tensions et mouvements sociaux
6e	Nouvelles menaces sécuritaires et terrorisme	Maladies chroniques et santé mentale	Maladies chroniques et santé mentale	Nouvelles menaces sécuritaires et terrorisme	IA et big data	Risques cyber
7e	Pollution	Nouvelles menaces sécuritaires et terrorisme	Instabilité géopolitique	Instabilité géopolitique	Pandémies et maladies infectieuses	Risques énergétiques
8e	Risques cyber	Risques énergétiques	Risques énergétiques	Risques énergétiques	Risques énergétiques	Pandémies et maladies infectieuses
9e	Ressources naturelles et biodiversité	Tensions et mouvements sociaux	Nouvelles menaces sécuritaires et terrorisme	Tensions et mouvements sociaux	Risques pour la stabilité financière	Fragmentation sociale
10e	Tensions et mouvements sociaux	Pollution	Tensions et mouvements sociaux	Maladies chroniques et santé mentale	Fragmentation sociale	Risques pour la stabilité financière

Au sein du grand public, certains risques sont prioritaires pour toutes les générations, tandis que d'autres varient selon l'âge.

Le changement climatique arrive en tête dans toutes les tranches d'âge. Les risques liés à l'IA et au big data et les risques cyber figurent également parmi les priorités de toutes les générations. Les plus jeunes accordent toutefois davantage d'importance à l'IA, tandis que les plus âgés se montrent plus préoccupés par les risques cyber.

Les moins de 45 ans sont davantage sensibles aux risques sanitaires : **pandémies, maladies infectieuses, maladies chroniques et santé mentale.**

À l'inverse, l'instabilité géopolitique figure parmi les quatre principales préoccupations des 55 ans et plus, mais reste hors du top 10 des plus jeunes.

Les risques énergétiques préoccupent également davantage les générations plus âgées, tandis que la stabilité financière est plus présente chez les moins de 55 ans.

LES DYNAMIQUES INTERGÉNÉRATIONNELLES



Pour la première fois, le Future Risks Report explore les tensions intergénérationnelles. Si le débat public pointe fréquemment un fossé croissant entre les générations, les nouvelles questions introduites dans l'enquête de cette année auprès du grand public révèlent un large consensus sur de nombreux enjeux sociétaux, tels que le sentiment d'une dégradation de la qualité de vie.
Des différences importantes apparaissent néanmoins selon les tranches d'âge et les pays dans la manière dont les relations entre générations sont perçues.

59 %
du grand public déclarent avoir personnellement vécu des tensions liées aux différences d'âge

Le principal facteur à l'origine des tensions intergénérationnelles est la
différence de valeurs et de croyances

Seuls 24 %
du grand public estiment que les jeunes générations auront une meilleure qualité de vie que la leur

La perception du fossé intergénérationnel varie selon les générations

Les tensions intergénérationnelles sont fréquentes : 59 % du grand public déclarent éprouver « parfois » ou « souvent » des tensions avec d'autres générations. Les jeunes générations sont plus nombreuses à rapporter des tensions intergénérationnelles récurrentes (68 % pour les moins de 35 ans, contre 46 % pour les 65 ans et plus).

Interrogés sur les contextes dans lesquels ces tensions surviennent le plus souvent, les répondants citent principalement les **espaces publics et la vie quotidienne,** en particulier les personnes âgées de 65 ans et plus (56 %, contre 46 % pour l'ensemble du grand public). Les jeunes générations sont, quant à elles, plus nombreuses que leurs aînés à faire état de tensions intergénérationnelles sur les **réseaux sociaux** (34 % dans l'ensemble) et dans la **sphère familiale** (30 % dans l'ensemble).

Les causes perçues de ces tensions varient elles aussi selon l'âge. Les 55 ans et plus citent davantage les **différences de valeurs et de croyances et le manque de respect mutuel et d'empathie,** tandis que les moins de 35 ans mettent plutôt en avant les **pressions économiques** et les **stéréotypes et préjugés.**

Les tensions intergénérationnelles sont plus répandues en Afrique (74 %) et en Asie-Pacifique et Moyen-Orient (67 %) que dans les régions Amériques (56 %) et Europe (53 %).

Des différences régionales apparaissent également. En Asie, les répondants attribuent plus volontiers ces tensions aux différences de **modes de vie, d'habitudes, d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, ainsi que de styles de communication différents.** En Afrique, une proportion relativement élevée de répondants estime que ces tensions trouvent leur origine dans des **styles parentaux et éducatifs différents.**

Focus

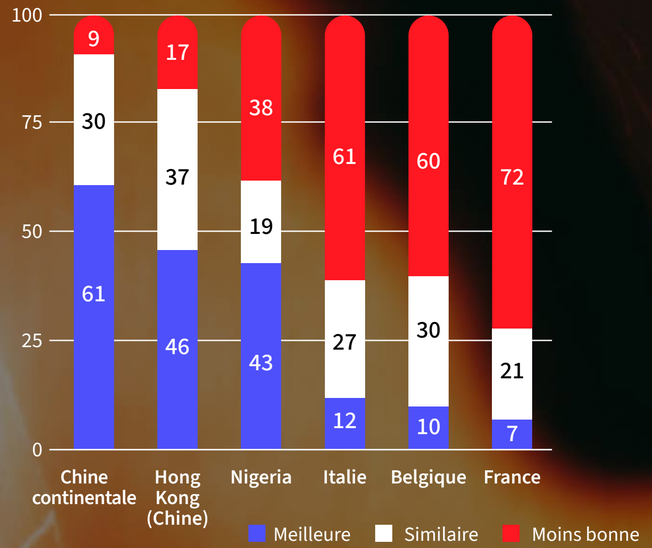
LA FRANCE SE DÉMARQUE PAR SON PESSIMISME GÉNÉRATIONNEL

À la question « Diriez-vous que **votre génération** bénéficie d'une qualité de vie meilleure, similaire ou moins bonne par rapport à celle de vos parents ? », **41 % du grand public répondent « meilleure », 30 % « moins bonne » et 29 % « similaire ».** Dans l'ensemble, l'optimisme est plus élevé en Afrique et en Asie-Pacifique qu'en Europe et sur le continent américain. La France se distingue comme le seul pays où une majorité des répondants (51 %) jugent leur génération moins bien lotie que la précédente.

Cependant, à la question « Diriez-vous que la qualité de vie des **jeunes générations** sera meilleure, similaire ou moins bonne par rapport à votre génération ? », **46 % des sondés ont répondu « moins bonne ».** Si les jeunes se montrent légèrement plus optimistes, la majorité des répondants continue de douter que les générations futures vivront mieux.

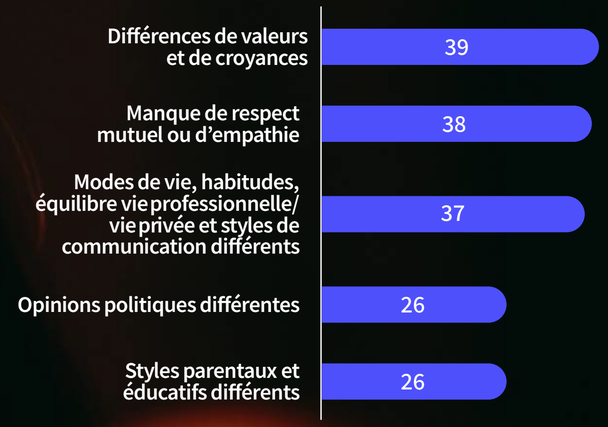
Là encore, la France apparaît comme le pays le plus pessimiste de l'enquête : **seuls 7 % des répondants estiment que les jeunes générations vivront mieux.** À l'autre extrême, en Chine continentale, 61 % des répondants considèrent que la qualité de vie des jeunes générations sera meilleure, contre seulement 9 % qui anticipent une dégradation.

PROJECTIONS VERS L'AVENIR – LES PAYS LES PLUS OPTIMISTES ET LES PLUS PESSIMISTES QUANT À LA QUALITÉ DE VIE DES JEUNES GÉNÉRATIONS
En %



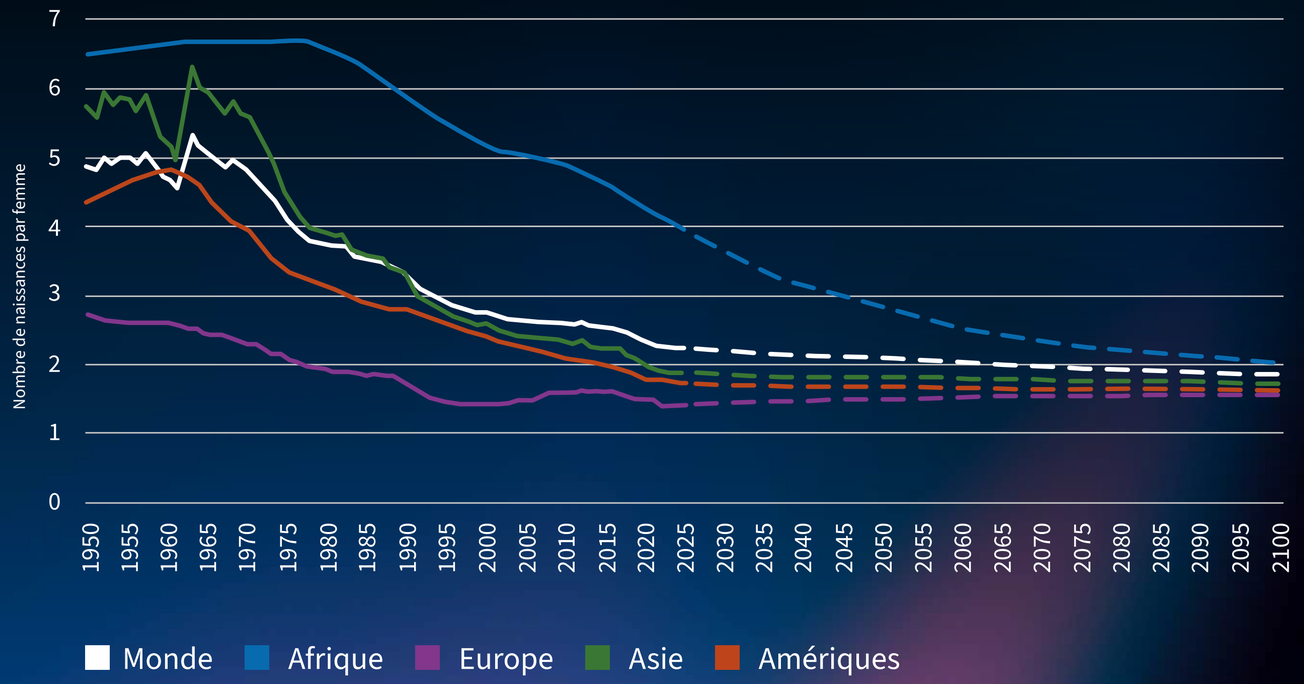
Grand public

PRINCIPALES RAISONS DES TENSIONS INTERGÉNÉRATIONNELLES
En %



Les taux de fécondité diminuent à l'échelle mondiale

TAUX DE FÉCONDITÉ DANS LE MONDE – TENDANCES HISTORIQUES ET PROJECTIONS, 1950–2100



Source : Nations unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2026)

Étude de cas

Soutenir les familles dans les transitions de vie



Les périodes de transition appellent de nouvelles formes d'accompagnement. Pour les assureurs, cela implique **d'aller au-delà de la simple indemnisation afin de proposer des produits et services répondant à des besoins en constante évolution.** Le Rapport Intégré 2025 d'AXA met en lumière plusieurs innovations destinées à accompagner la transition démographique, qu'il s'agisse de solutions de prévention pour soulager les systèmes de santé ou de produits d'assurance vie adaptés au vieillissement de la population.

Les évolutions des structures familiales créent également de nouveaux besoins de protection. Alors qu'une large majorité des répondants estime qu'il devient plus difficile d'élever des enfants, les familles monoparentales, qui représentent près d'une famille sur quatre en France, peuvent être particulièrement exposées à ces défis. Pour les accompagner, AXA France a lancé la **garantie Parent Solo,** qui offre un accès à des services de garde d'enfants, d'accompagnement psychologique, de soutien scolaire ainsi qu'à une assistance administrative et juridique pendant les douze mois suivant une séparation ou le décès d'un parent. À travers ce type d'initiative, **AXA cherche à répondre aux besoins émergents liés aux transformations démographiques et familiales.**

⊕ EN SAVOIR PLUS

Focus

LA PARENTALITÉ, UN DÉFI CROISSANT

Pour 71 % des répondants, il est aujourd'hui plus difficile d'élever des enfants que pour les générations précédentes. Cette perception, relativement homogène selon les tranches d'âge et les régions, est particulièrement répandue au Maroc (87 %), au Nigeria (84 %) et en Italie (82 %).

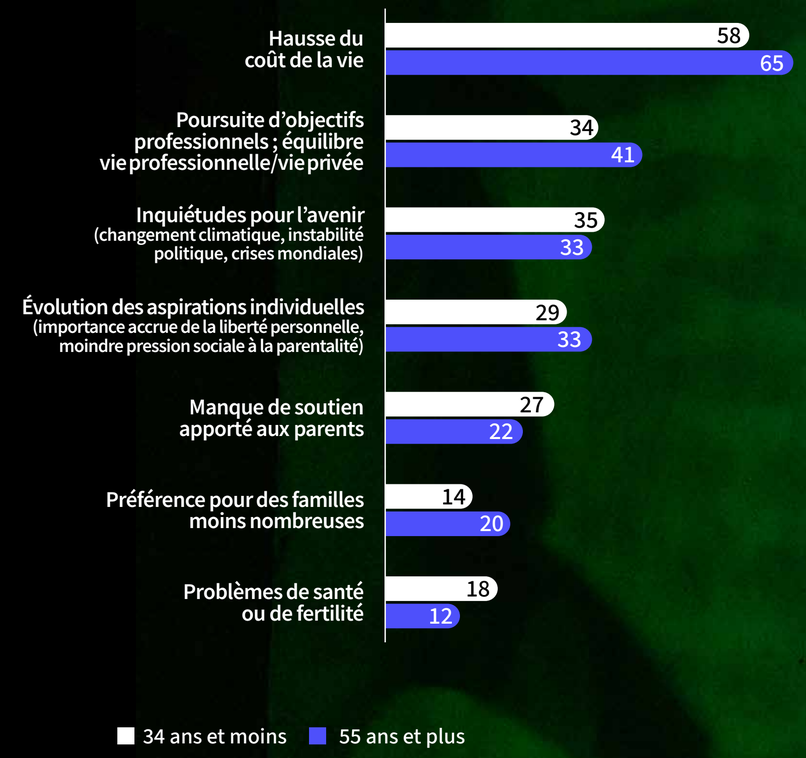
Interrogés sur les causes de la baisse actuelle des taux de natalité dans le monde, les répondants citent en premier lieu, dans toutes les régions et toutes les générations, la **hausse du coût de la vie.**

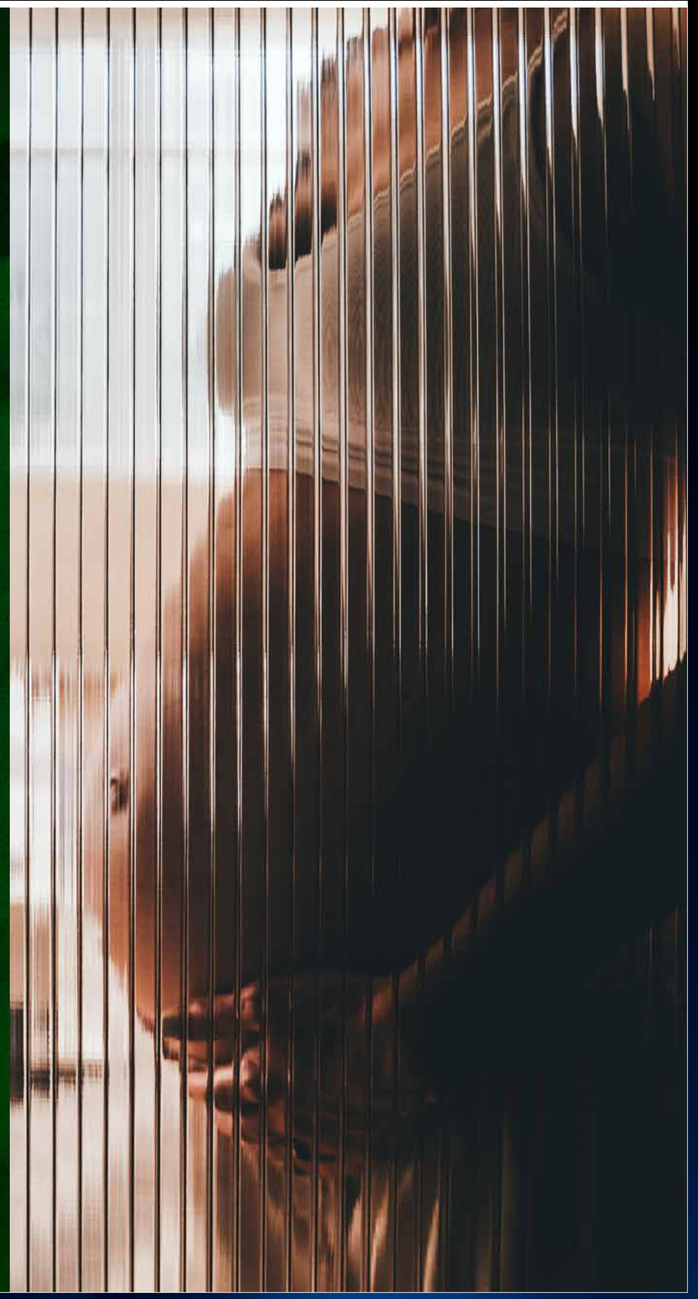
Les perceptions varient toutefois selon l'âge : les générations plus âgées attribuent plus souvent la baisse de la natalité chez les jeunes à **la poursuite d'objectifs professionnels, à l'importance accrue de la liberté personnelle** et à **la préférence pour des familles moins nombreuses.** Les jeunes générations mettent davantage en avant **les inquiétudes pour l'avenir du monde, le manque de soutien apporté aux parents, ainsi que les problèmes de santé ou de fertilité.**



Grand public

QUELLES SONT SELON VOUS LES RAISONS DE LA BAISSE ACTUELLE DES TAUX DE NATALITÉ DANS LE MONDE ?
(jusqu'à 3 réponses)
En %





Focus

LES BÉNÉFICES DE LA SOLIDARITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE

Malgré la perception de tensions intergénérationnelles, 47 % des répondants, toutes générations confondues, considèrent que le **partage de connaissances et de compétences** constitue le principal bénéfice de la collaboration entre générations. Les répondants les plus âgés sont plus nombreux à mettre en avant cet avantage (51 % des 65 ans et plus, contre 44 % des moins de 35 ans). À l'inverse, les jeunes générations citent davantage **l'innovation et les idées nouvelles** (26 %, contre 18 % chez les 65 ans et plus). Ces résultats mettent en évidence une forme de complémentarité : les générations plus âgées apportent leur expérience, tandis que les plus jeunes contribuent par leurs idées nouvelles.

L'écart de perception le plus marqué concerne **l'entraide au quotidien** (garde d'enfants, soins aux personnes âgées, aide au logement), citée par 30 % des moins de 25 ans, contre 48 % des personnes âgées de 65 ans et plus.

SELON VOTRE EXPÉRIENCE, DANS QUELS DOMAINES LA SOLIDARITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE EST-ELLE LA PLUS UTILE À LA SOCIÉTÉ ?
(jusqu'à 3 réponses)
En %

Grand public





Étude de cas

L'âge ne devrait jamais être un risque



Lorsqu'on interroge les experts sur les priorités des pouvoirs publics face aux enjeux démographiques, ils placent en tête le renforcement de la coopération avec les autres acteurs de la société, notamment le secteur privé. AXA entend s'inscrire pleinement dans cette dynamique à travers sa campagne de marque globale « **Age shouldn't be a risk** », qui cherche à faire du vieillissement non plus un risque, mais un levier de progrès collectif, en cohérence avec notre ambition d'une société inclusive et intergénérationnelle.

Cette campagne s'appuie aussi sur des offres concrètes en Assurance Vie & Épargne, Assurances Entreprises et Santé, conçues pour répondre aux besoins financiers et de santé à tous les âges de la vie. En tant qu'employeur, AXA déploie également des programmes comme We Care, le soutien à la parentalité ou l'accompagnement des aidants, pour promouvoir une approche véritablement multigénérationnelle du soin. **L'objectif est clair : faire reculer les barrières liées à l'âge et permettre à chacun de vivre plus longtemps, en meilleure santé et de façon plus épanouie.**

⊕ EN SAVOIR PLUS



1. IA ET BIG DATA*

Les risques liés à l'IA et au big data ont dépassé le changement climatique pour devenir le premier risque émergent identifié par les experts dans le monde.

** y compris les risques éthiques*

Classement des experts par rapport à l'an dernier

1er ↑

Classement du grand public par rapport à l'an dernier

2e ↑

53 %

du grand public estiment que les technologies de demain feront naître plus de menaces qu'elles ne contribueront à en atténuer

Parmi les répondants qui classent l'IA et le big data au nombre des principaux risques,

65 %

des experts et

67 %

du grand public se sentent vulnérables face à ce risque dans leur vie quotidienne

Les risques éthiques (droits humains, utilisation abusive des données, biais…)

constituent la principale préoccupation des experts (34 %) et du grand public (34 %)

Risque lié à l'IA et au big data – classification par tranche d'âge (grand public)



Les sociétés peinent à suivre le rythme de développement de l'IA

Pour la première fois depuis la création du *Future Risks Survey*, **les risques liés à l'IA et au big data sont la première préoccupation des experts du monde entier, devant le changement climatique.** Classé 4e l'an dernier, ce risque domine aujourd'hui le classement dans toutes les régions, hormis l'Europe. Il progresse également aux yeux du grand public, passant du 7e au 2e rang en un an.

Cette nette progression traduit la rapidité du développement et de la diffusion de l'IA : parmi les répondants ayant sélectionné ce risque, **54 % des experts et 48 % du grand public estiment que les risques liés à l'IA « émergent rapidement »**, ce qui correspond respectivement au 2e et au 1er score les plus élevés observés parmi l'ensemble des risques étudiés. Par ailleurs, 67 % du grand public et 65 % des experts ayant retenu ce risque déclarent s'y sentir vulnérables dans leur vie quotidienne.

Les préoccupations éthiques prédominent. Pour 34 % des experts comme du grand public, **les menaces liées aux droits humains, aux biais et à l'utilisation abusive des données** constituent la principale raison pour laquelle ils ont retenu ce risque. **L'impact sur l'emploi** suit de près (28 % des experts et 30 % du grand public). Les préoccupations liées à **l'effet « boîte noire », c'est-à-dire l'impossibilité de comprendre ou d'expliquer les décisions prises par les systèmes d'IA,** se classent au troisième rang dans les deux groupes.

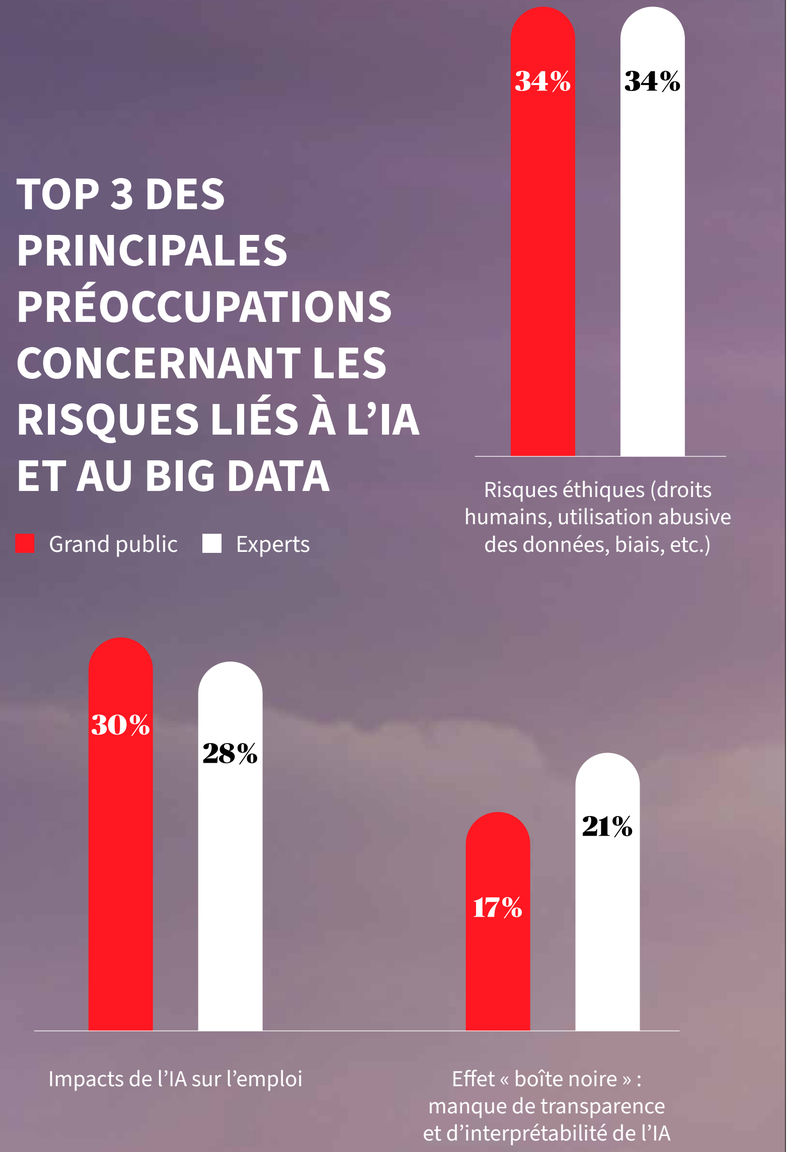
La confiance dans la capacité des pouvoirs publics à faire face à ce risque est particulièrement faible. **Seuls 9 % des experts estiment que les pouvoirs publics sont suffisamment préparés aux risques liés à l'IA,** soit le niveau le plus faible observé parmi l'ensemble des risques étudiés, à égalité avec la fragmentation sociale. Cette proportion tombe à 3 % en Europe, où les préoccupations liées à la souveraineté technologique et à la dépendance cognitive à l'IA sont croissantes. Au sein du grand public, les plus jeunes sont davantage enclins à considérer que les pouvoirs publics sont préparés à ce risque : 37 % des moins de 35 ans partagent cet avis, contre seulement 21 % des 55 ans et plus.

Les experts estiment qu'**un durcissement des réglementations** (40 %) et **l'amélioration des cadres de gouvernance des risques** (36 %) constituent les principales actions que les pouvoirs publics devraient mettre en œuvre.

« La place croissante de l'intelligence artificielle parmi les principaux risques mondiaux reflète la rapidité et l'ampleur de ses avancées. Si ces technologies ouvrent des perspectives considérables, le développement de systèmes toujours plus autonomes accroît également les incertitudes qui pèsent sur nos sociétés, nos économies et nos institutions. Plus que jamais, il est essentiel de comprendre ces risques afin de mieux les maîtriser et de les anticiper avant qu'ils ne se concrétisent. »

MATTHIEU CAILLAT,
DIRECTEUR TECHNOLOGIE & IA DU GROUPE ET DIRECTEUR GÉNÉRAL D'AXA GROUP OPERATIONS

TOP 3 DES PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT LES RISQUES LIÉS À L'IA ET AU BIG DATA



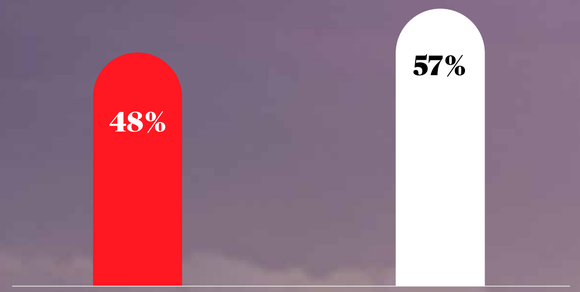
Focus

MALGRÉ LEURS INQUIÉTUDES CONCERNANT L'IMPACT DE L'IA SUR L'EMPLOI, LES MOINS DE 35 ANS RESTENT GLOBALEMENT TECHNO-OPTIMISTES

Parmi les répondants de moins de 35 ans ayant classé l'IA et le big data parmi leurs principaux risques, **l'impact de l'IA sur l'emploi** est le motif le plus fréquemment cité, tandis que les générations plus âgées se préoccupent avant tout des risques éthiques.

Dans l'ensemble, les jeunes se montrent toutefois plus optimistes quant à l'orientation des évolutions technologiques : **52 % des moins de 35 ans estiment que les technologies futures permettront d'atténuer davantage de risques qu'elles n'en créeront,** contre 43 % des personnes âgées de 55 ans et plus.

% DES RÉPONDANTS DU GRAND PUBLIC QUI PENSENT QUE LES TECHNOLOGIES FUTURES SERONT PLUS PORTEUSES DE MENACES QUE DE SOLUTIONS FACE AUX RISQUES



Tribune

Mettre l'IA au service du progrès

GILLES MOËC,
ÉCONOMISTE EN CHEF DU GROUPE AXA



Après plusieurs décennies de croissance atone, assortie dans de nombreux pays développés d'une « stagnation séculaire », l'enthousiasme initial suscité par l'IA était compréhensible. La perspective de retrouver des gains de productivité inédits depuis les années 1960 a nourri de grands espoirs pour relancer l'économie. Mais cette vision est aujourd'hui remise en question, comme le montre clairement notre Future Risks Report.

Au-delà des enjeux éthiques, l'IA alimente désormais de fortes interrogations sur l'emploi. Il serait réducteur d'y voir une simple résurgence des craintes face au progrès technologique. Certes, toutes les grandes vagues d'innovation ont redistribué les emplois entre secteurs et créé des périodes d'ajustement. Mais la question posée par l'IA est plus profonde : saura-t-elle aussi générer de nouvelles activités capables de créer des emplois à grande échelle ?

L'économiste et prix Nobel Daron Acemoglu souligne le biais de l'IA en faveur de l'automatisation. Jusqu'ici, les transformations technologiques ont souvent combiné automatisation (destructrice d'emplois) et création de nouvelles activités (qui absorbent la main-d'œuvre devenue disponible). Or, l'IA n'a toujours pas démontré sa capacité à créer de nouvelles activités créatrices d'emplois. Uber, emblème de la précédente vague de transformation numérique, a fondé son succès sur la géolocalisation en temps réel conjuguée à la diffusion massive des smartphones, créant ainsi de nombreux emplois facilement accessibles : c'est précisément ce « moment Uber » qui fait défaut à l'IA aujourd'hui.

Cela viendra peut-être. Mais d'un point de vue strictement économique, la transition vers une économie axée sur l'IA produit pour l'instant des effets inattendus (et pas nécessairement positifs). Au cours des trente dernières années, l'innovation technologique a contribué à faire baisser les prix, en soutenant le pouvoir d'achat des ménages et en réduisant le coût des investissements pour les entreprises. Mais depuis quelques années, le développement des infrastructures de calcul exige des investissements considérables, exerçant une pression à la hausse sur le prix des semi-conducteurs et de l'électricité. Cette vague d'investissements contribue également à la hausse des taux d'intérêt, qui fragilise financièrement des États et des entreprises de « l'économie traditionnelle ».

La question n'est donc pas de savoir si l'IA peut transformer les entreprises et soutenir la croissance : son potentiel est évident. Mais aucune innovation technologique ne se déploie indépendamment des normes et des institutions. S'il est tentant de dépeindre l'Europe en championne de la réglementation plutôt que de l'innovation, les appels à encadrer l'IA se font aussi plus pressants aux États-Unis, y compris parmi ses principaux acteurs, pour se saisir des questions éthiques et maîtriser les risques financiers et macroéconomiques soulevés par l'IA. En l'absence d'une telle régulation, une vague de rejet « anti-technologie » à grande échelle paraît inévitable.

2. CHANGEMENT CLIMATIQUE



Le changement climatique reste le principal risque aux yeux du grand public, toutes générations confondues. Il figure en deuxième position chez les experts, juste derrière les risques liés à l'IA et au big data. Alors que ses effets perturbent de plus en plus les infrastructures critiques, les moyens de subsistance et l'accès aux ressources, l'attention se porte davantage sur les mesures d'adaptation. Parmi les répondants ayant classé le changement climatique parmi leurs principaux risques, 63% des experts et 76% du grand public déclarent se sentir vulnérables à ce risque dans leur vie quotidienne, soit une baisse de trois points par rapport à l'an dernier chez les experts et une hausse d'un point pour le grand public. Il convient de rappeler que l'enquête a été menée avant les feux de forêt et les sécheresses de juillet et août 2026.

Classement des experts par rapport à l'an dernier

2e ↓

Classement du grand public par rapport à l'an dernier

1er =

Pour le grand public, le changement climatique demeure le risque numéro 1, toutes générations confondues

Parmi les répondants qui classent le changement climatique au nombre des principaux risques,

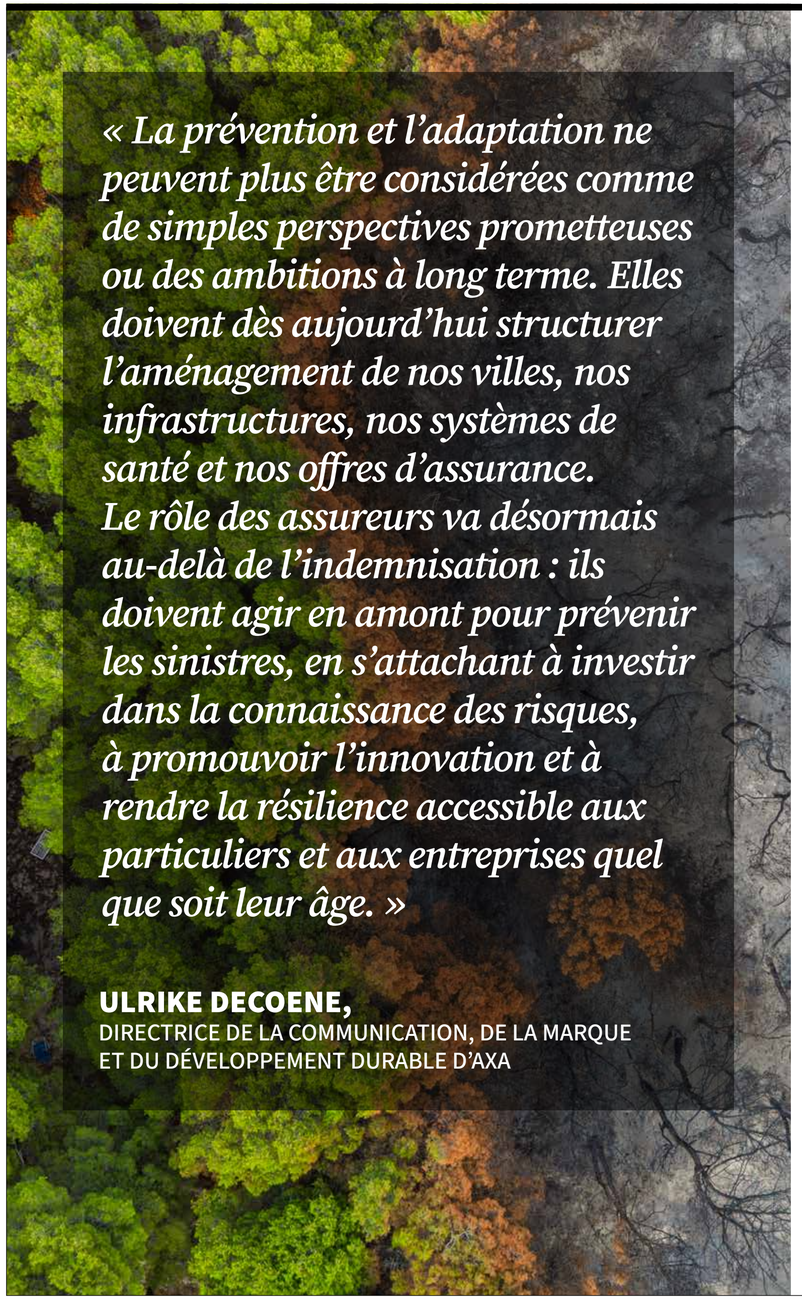
63 % des experts et

76 % du grand public se sentent vulnérables face à ce risque dans leur quotidien

Les dommages causés par les tempêtes, les sécheresses, les inondations, les feux de forêt, les épisodes de grêle et la montée du niveau de la mer, etc. constituent la principale préoccupation des experts (54 %) comme du grand public (48 %)

Risque lié au changement climatique – classification par tranche d'âge (grand public)





« La prévention et l'adaptation ne peuvent plus être considérées comme de simples perspectives prometteuses ou des ambitions à long terme. Elles doivent dès aujourd'hui structurer l'aménagement de nos villes, nos infrastructures, nos systèmes de santé et nos offres d'assurance. Le rôle des assureurs va désormais au-delà de l'indemnisation : ils doivent agir en amont pour prévenir les sinistres, en s'attachant à investir dans la connaissance des risques, à promouvoir l'innovation et à rendre la résilience accessible aux particuliers et aux entreprises quel que soit leur âge. »

ULRIKE DECOENE,
DIRECTRICE DE LA COMMUNICATION, DE LA MARQUE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE D'AXA

Une nouvelle réalité climatique : des menaces croissantes, une préparation insuffisante

Seuls **30 % du grand public et 13 % des experts estiment que les pouvoirs publics sont suffisamment préparés à faire face aux effets du changement climatique.** Ces niveaux sont relativement faibles : dans les deux groupes, seuls quatre autres risques sont associés à un niveau de préparation perçu comme encore plus faible.

Les experts sont légèrement moins nombreux que l'an dernier à considérer la sensibilisation du public comme une priorité pour atténuer ce risque (26 %, soit une baisse de trois points). Alors que l'attention se porte davantage sur l'adaptation, ils soulignent l'importance **d'investir davantage dans les infrastructures de protection** (31 %), ainsi que dans **la recherche et l'innovation** (30 %), et de renforcer **la coopération internationale** (27 %).

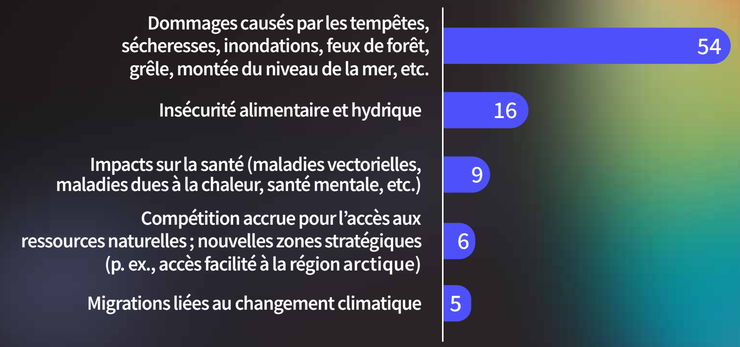
Parmi les répondants ayant classé le changement climatique au nombre des principaux risques, la principale préoccupation concerne **les dommages causés par les événements extrêmes,** tels que les tempêtes, les sécheresses, les inondations et les feux de forêt (54 % des experts et 48 % du grand public). Vient ensuite **l'insécurité alimentaire et hydrique** (16 % et 14 % respectivement). En Afrique, le grand public cite relativement plus souvent **les impacts sur la santé,** notamment les maladies vectorielles et les maladies liées à la chaleur (21 %, contre 13 % au niveau mondial).

PRINCIPALE PRÉOCCUPATION CONCERNANT LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

En %

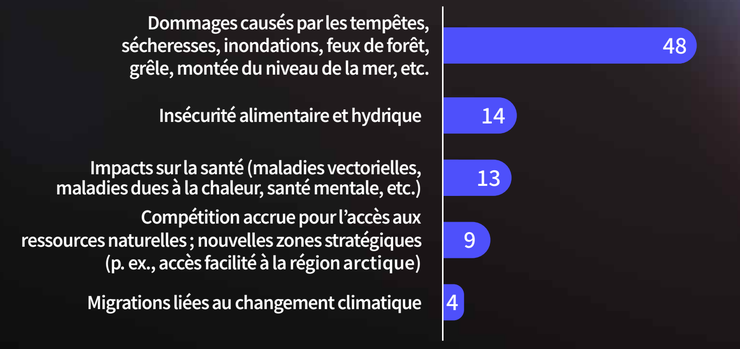
Experts

50 % des répondants ont classé ce risque parmi les principaux risques futurs



Grand public

42 % des répondants ont classé ce risque parmi les principaux risques futurs



Focus

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, UNE INQUIÉTUDE PARTAGÉE

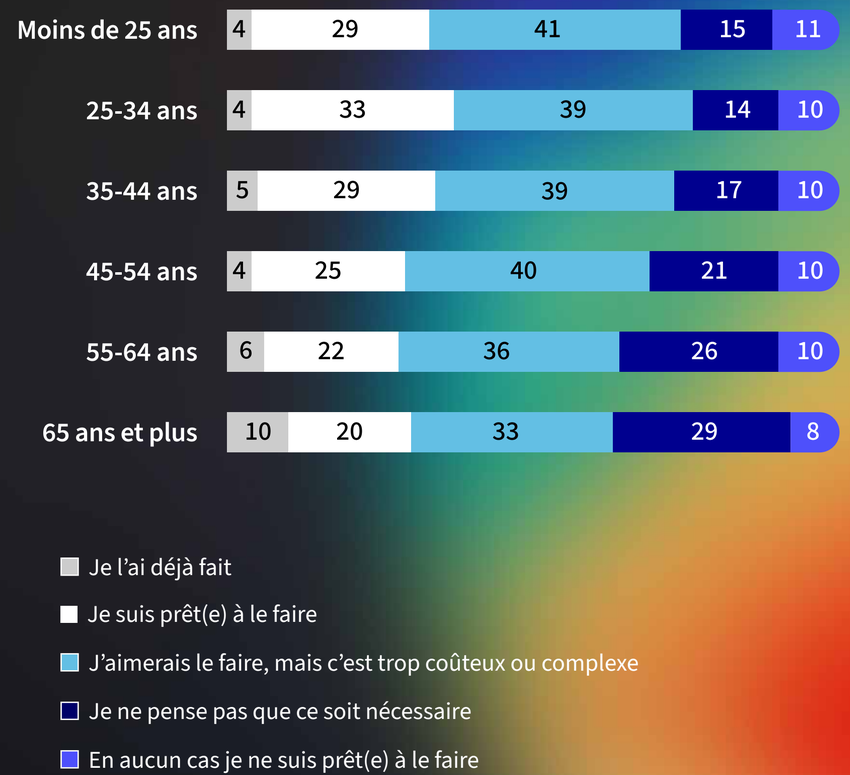
Toutes les tranches d'âge du grand public placent le changement climatique en tête de leurs préoccupations. Les répondants de 65 ans et plus apparaissent comme les plus préoccupés, 18 % d'entre eux le classant comme le principal risque, contre 13 % chez les moins de 45 ans. Le sentiment de vulnérabilité face au changement climatique varie peu selon l'âge.

L'enquête révèle également que les **préoccupations climatiques des jeunes sont plus diversifiées.** Les générations plus âgées ayant classé le changement climatique parmi leurs principaux risques citent principalement les dommages causés par les événements extrêmes (56 % des 65 ans et plus, contre 40 % des moins de 25 ans). Les plus jeunes mettent davantage en avant la perte de biodiversité, les impacts sur la santé et l'instabilité financière.

Les jeunes sont également plus nombreux à considérer que les pouvoirs publics sont préparés à faire face au changement climatique (36 % des moins de 45 ans, contre 21 % des 65 ans et plus). Interrogés sur les efforts à la portée des ménages, ils se déclarent plus disposés à rendre leur logement plus résilient (seuls 15 % des moins de 25 ans n'en voient pas la nécessité, contre 29 % chez les 65 ans et plus). Cependant, **la capacité d'adaptation varie selon les générations :** 40 % des moins de 55 ans évoquent des obstacles liés au coût et à la faisabilité des adaptations, contre 33 % des 65 ans et plus.

Rénover son logement pour renforcer la résilience face au changement climatique

Intentions déclarées,
par tranche d'âge
En %



Étude de cas

Prévenir plutôt que subir : investir en amont dans la résilience face aux catastrophes

Grâce à sa contribution à **l'Infrastructure Resilience Development Fund,** le projet de développement de la résilience des infrastructures mis en place avec l'Insurance Development Forum, AXA participe au financement d'infrastructures plus résistantes face aux risques liés au changement climatique et aux catastrophes naturelles dans les économies émergentes et en développement.
Après une première levée de capitaux de **340 millions de dollars,** le fonds investit dans des projets d'infrastructures de petite et moyenne taille à vocation commerciale en Amérique latine, en Asie et en Afrique, dans différents secteurs tels que la gestion de l'eau, l'énergie, les transports, la santé et les infrastructures numériques.

⊕ EN SAVOIR PLUS



3. INSTABILITÉ GÉOPOLITIQUE

Depuis 2020, l'instabilité géopolitique se classe entre la 2e et la 4e position chez les experts et figure systématiquement dans le top 10 du grand public. Cette année ne fait pas exception : elle occupe la 3e place pour les experts et la 7e place dans le grand public. Une proportion sans précédent d'experts (64%) et de membres du grand public (68%) ayant sélectionné ce risque déclarent se sentir vulnérables aux risques géopolitiques dans leur vie quotidienne – les plus hauts niveaux observés ces cinq dernières années.



Classement des experts par rapport à l'an dernier

3e ↓

Classement du grand public par rapport à l'an dernier

7e ↓

94 %

des experts jugent qu'il existe un risque élevé de propagation des tensions géopolitiques à l'échelle mondiale

Parmi les répondants qui classent l'instabilité géopolitique au nombre des principaux risques,

64 %

des experts et

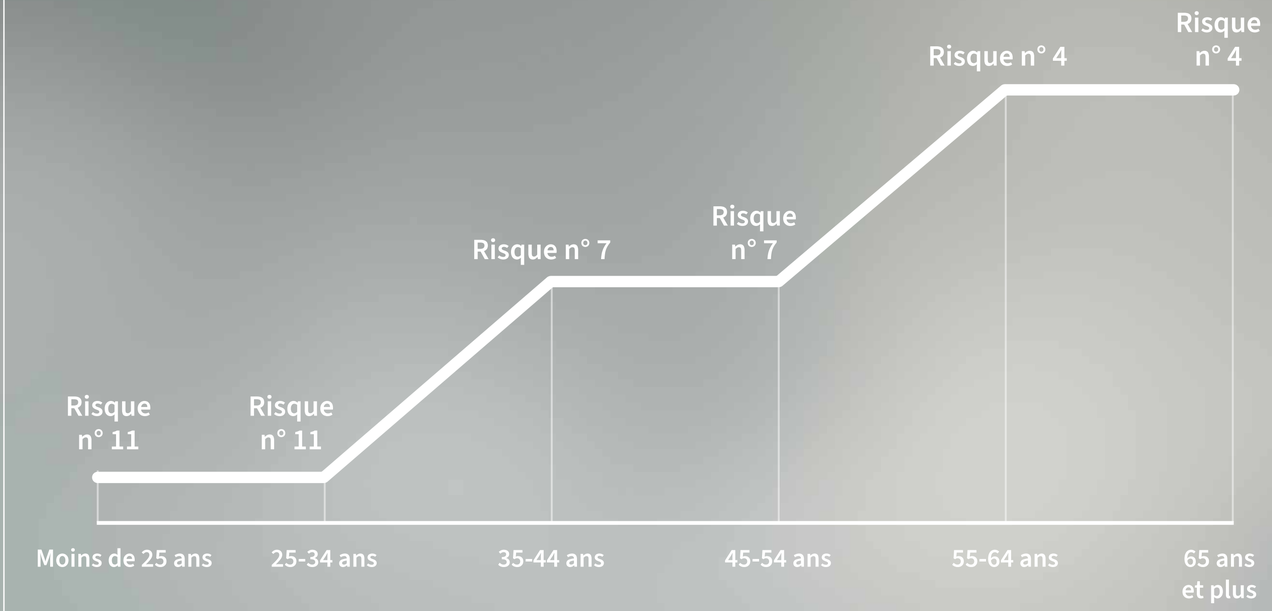
68 %

du grand public se sentent vulnérables face à ce risque dans leur vie quotidienne

Les impacts économiques des tensions géopolitiques (guerres commerciales, perturbations des chaînes d'approvisionnement, sanctions, etc.)

sont la première préoccupation des experts (50 %) et du grand public (36 %) qui ont sélectionné ce risque

Risque d'instabilité géopolitique – classification par tranche d'âge (grand public)





L'instabilité géopolitique est perçue comme une menace persistante et de grande ampleur

Pour 49 % des experts, la coopération internationale est l'action prioritaire des pouvoirs publics face au risque géopolitique

Les préoccupations liées à ses effets demeurent élevées. Au sein du grand public, une large majorité des répondants considèrent qu'il existe un risque important que les **tensions géopolitiques perdurent** (86 %), **se généralisent à l'échelle mondiale** (86 %) et **aboutissent à une guerre mondiale** (81 %). Ces niveaux, en hausse de deux points par rapport à l'an dernier, se rapprochent de ceux observés chez les experts (94 %, 95 % et 84 % respectivement).

La progression la plus marquée concerne le risque que les **tensions géopolitiques entraînent des pénuries alimentaires ou énergétiques :** 85 % des experts et 81 % du grand public ayant sélectionné ce risque considèrent qu'il existe un risque important que leur pays soit touché, soit en hausse de six et cinq points respectivement. Les conséquences économiques des tensions géopolitiques constituent la principale raison invoquée dans les deux groupes (50 % des experts et 36 % du grand public). Ces résultats reflètent les perturbations récentes des marchés mondiaux et des approvisionnements énergétiques liées au blocage du détroit d'Ormuz et à la poursuite de la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

L'instabilité géopolitique préoccupe particulièrement les Européens. Elle arrive en tête des préoccupations des experts européens, alors qu'elle se classe au 3e rang en Afrique et au 4e rang dans les régions Amériques et Asie-Pacifique. Du côté du grand public, elle occupe la 2e place en Europe, contre la 7e en Asie-Pacifique, la 10e dans les Amériques et la 12e en Afrique.

Les résultats traduisent également un pessimisme croissant quant à la capacité des autorités à faire face à l'instabilité géopolitique : seuls 15 % des experts et 29 % du grand public estiment que les pouvoirs publics sont préparés à ce risque, soit une baisse respective d'un et de quatre points.

PRINCIPALE PRÉOCCUPATION CONCERNANT L'INSTABILITÉ GÉOPOLITIQUE

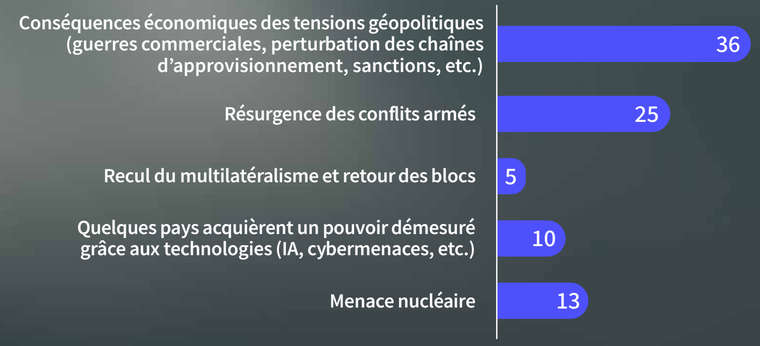
En %

Experts

49 % des répondants ont classé ce risque parmi les principaux risques futurs

Grand public

29 % des répondants ont classé ce risque parmi les principaux risques futurs



Focus

RÉPONDRE AUX CRISES : ENGAGEMENT CIVIL ET MILITAIRE DES CITOYENS

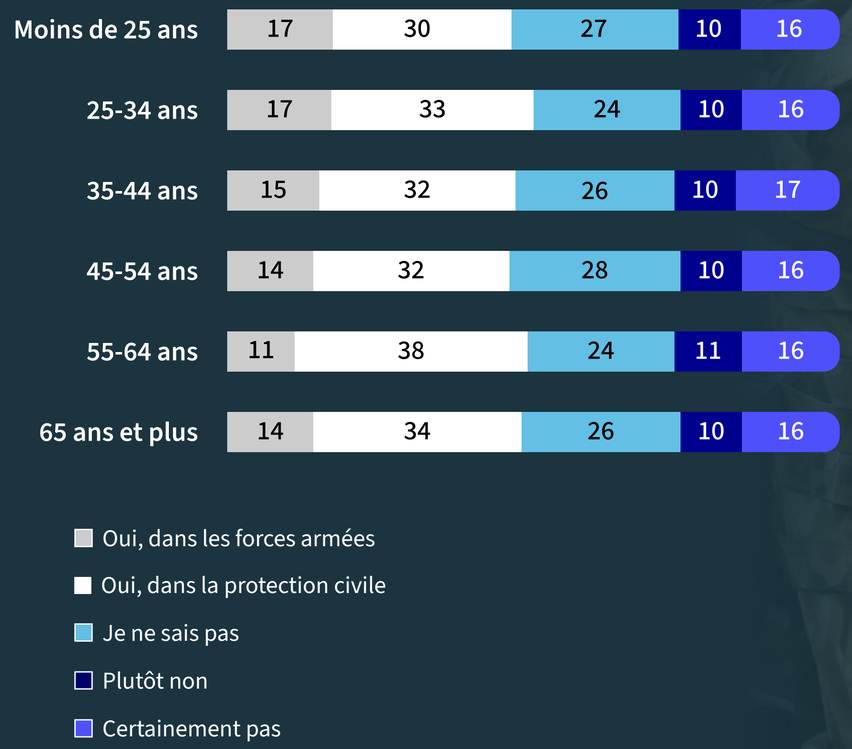
Dans de nombreux pays, en particulier en Europe, les préoccupations sécuritaires ont ravivé les débats sur le service militaire obligatoire ou volontaire. **En cas d'agression de leur pays, 48 % du grand public se déclarent prêts à s'engager : 14 % dans les forces armées et 34 % dans la protection civile.** Parmi les autres répondants, 26 % se disent indécis, ce qui suggère que la nature de l'attaque et la forme de l'engagement demandée influenceraient leur décision. À l'échelle mondiale, **16 % des répondants excluent catégoriquement tout engagement dans la défense de leur pays,** tandis que les 10 % restants se déclarent plutôt opposés à cette idée.

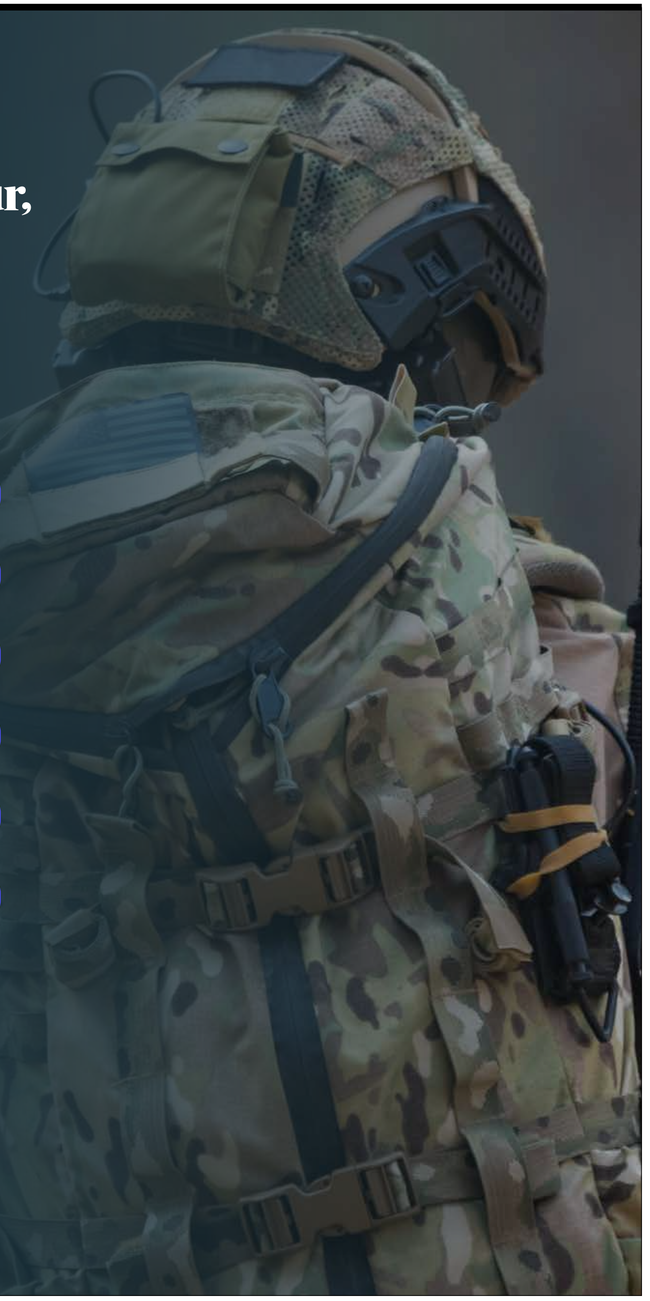
Les écarts entre les pays sont marqués. C'est en Égypte que les répondants se disent les plus disposés à s'engager dans l'armée (36 %), contre seulement 4 % au Japon, tandis que les pays d'Europe occidentale se situent entre 8 % et 11 %. Le Brésil (26 %) et la Belgique (25 %) comptent la plus forte proportion de répondants excluant tout engagement dans la défense nationale. En France, 40 % des répondants se déclarent prêts à s'engager (8 % dans les forces armées et 32 % dans la protection civile), et seuls 17 % excluent totalement cette idée, soit le niveau le plus faible d'Europe occidentale. Si la volonté de s'engager reste globalement similaire selon les tranches d'âge, une nuance apparaît : les jeunes générations se tournent davantage vers les forces armées, tandis que leurs aînés privilégient la protection civile.

Invités à désigner les acteurs auxquels ils feraient le plus confiance pour limiter les conséquences d'une nouvelle crise mondiale (par exemple, la société civile, les scientifiques ou le secteur privé), les répondants **accordent surtout leur confiance à la police et aux forces armées** (72 %, soit cinq points de plus que l'an dernier et le niveau le plus élevé jamais enregistré). Les inquiétudes géopolitiques semblent ainsi renforcer la confiance accordée aux institutions perçues comme essentielles à la sécurité et à la gestion des crises.

Si votre pays était attaqué dans le cadre d'un conflit géopolitique majeur, seriez-vous prêt(e) à participer à sa défense ?

Intentions déclarées,
par tranche d'âge
En %



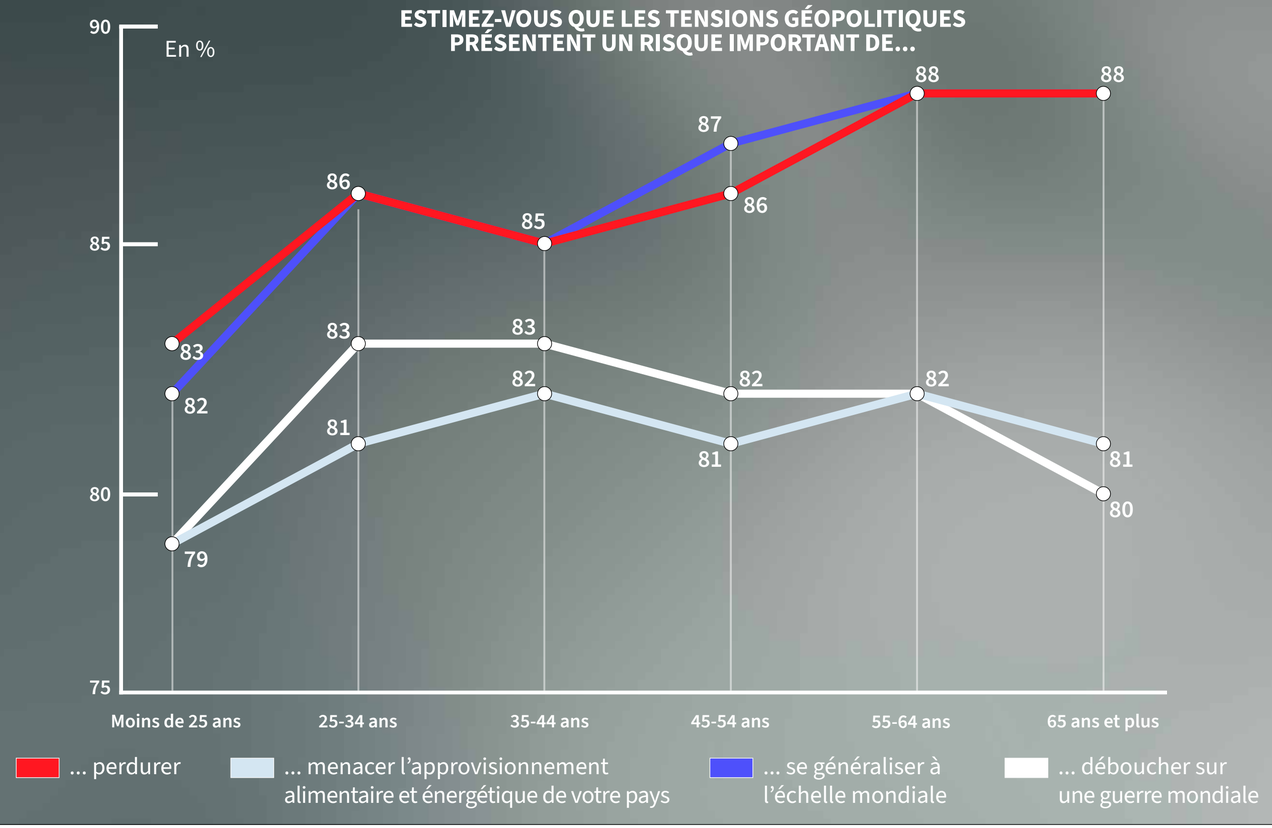


Focus

LES TENSIONS GÉOPOLITIQUES PRÉOCCUPENT DAVANTAGE LES GÉNÉRATIONS PLUS ÂGÉES

L'inquiétude liée aux tensions géopolitiques augmente avec l'âge. Alors que les 55 ans et plus classent ce risque au 4e rang de leurs préoccupations, les moins de 35 ans ne le placent qu'en 11e position. Les générations plus âgées se montrent également plus pessimistes quant à la préparation des pouvoirs publics face aux risques géopolitiques : seuls 21 % des 65 ans et plus estiment que les autorités sont préparées à ce risque, contre 35 % des moins de 45 ans.

Les répondants plus âgés sont légèrement plus nombreux à considérer qu'il existe un risque important que les tensions géopolitiques s'inscrivent dans la durée et se propagent à l'échelle mondiale. Les différences entre générations sont en revanche moins marquées lorsqu'il s'agit du risque de guerre mondiale ou des menaces pesant sur les approvisionnements alimentaires et énergétiques.



Étude de cas

Décrypter les risques géopolitiques pour mieux accompagner nos clients

Face à des tensions géopolitiques qui fragilisent les routes commerciales, les chaînes d'approvisionnement et l'activité des entreprises dans le monde entier, AXA renforce ses capacités pour aider ses clients à anticiper les risques émergents et s'en prémunir. Lors de l'escalade des tensions dans le golfe Persique et le détroit d'Ormuz, AXA a ainsi mobilisé ses capacités de veille géopolitique afin de garder une longueur d'avance sur un environnement sécuritaire particulièrement volatil.

Fort de cette expertise, AXA XL a annoncé en 2026 avoir conclu un accord en vue d'acquérir les actions restantes de S-RM, cabinet de conseil spécialisé dans l'intelligence économique, la cybersécurité et la gestion de crise, présent dans plus de 140 pays. Cette opération, qui s'inscrit dans le prolongement d'un partenariat de plus de quinze ans, devrait permettre d'enrichir l'offre de prévention d'AXA XL Risk Advisory, en alliant l'expertise de l'assurance à la surveillance prédictive des risques, au renseignement géopolitique et à la gestion de crise.

⊕ EN SAVOIR PLUS



4. RISQUES CYBER

Les risques cyber restent l'une des principales préoccupations, occupant la 4e place chez les experts comme dans le grand public. Sous l'effet des tensions géopolitiques croissantes et du développement des capacités de l'IA, les préoccupations liées aux cybermenaces évoluent : la crainte d'attaques isolées cède progressivement la place à celle d'une déstabilisation massive des systèmes et des sociétés.



Classement des experts par rapport à l'an dernier

4e ↓

Classement du grand public par rapport à l'an dernier

4e ↓

Parmi les répondants qui classent les risques cyber au nombre des principaux risques,

68 %

des experts et

71 %

du grand public se sentent vulnérables face au risque cyber dans leur vie quotidienne

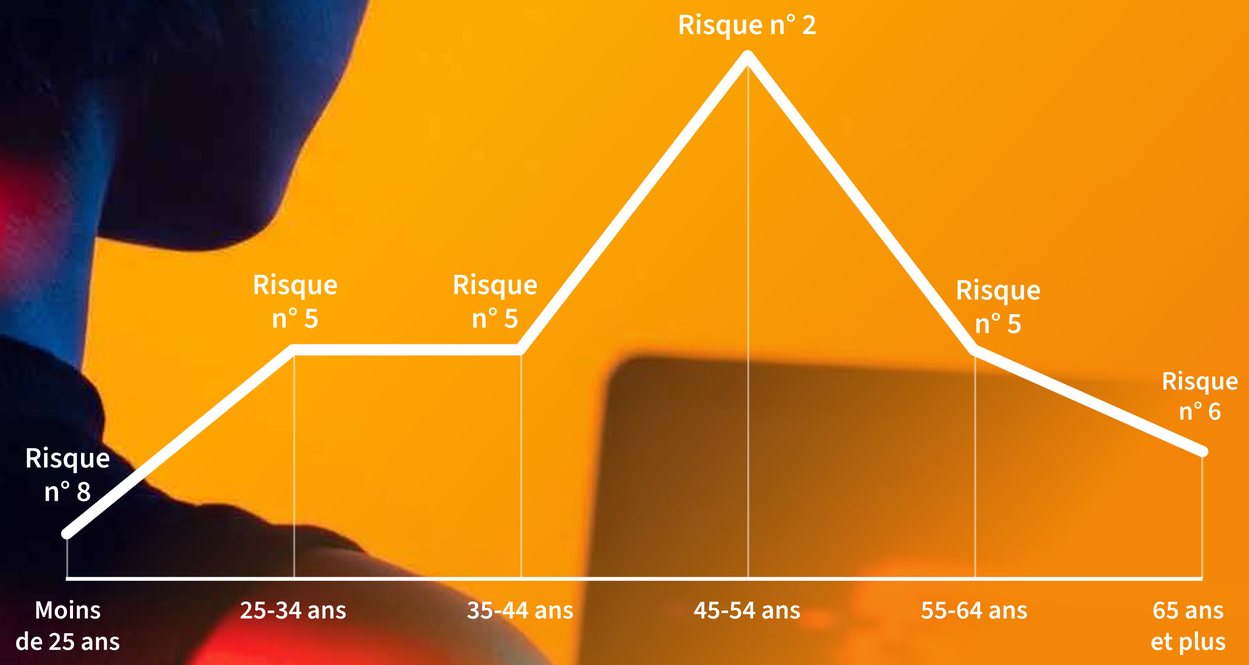
Si les experts qui ont sélectionné ce risque redoutent en premier lieu

la cyberguerre et les attaques contre des infrastructures critiques (35 %),

le grand public s'inquiète davantage

des risques de réputation et d'usurpation d'identité (28 %)

Risques cyber – classification par tranche d'âge (grand public)



Les risques cyber s'ancrent durablement dans le paysage des risques

Les risques cyber reculent de la 3e à la 4e place, tant chez les experts que dans le grand public. Ce recul ne traduit toutefois pas une diminution des craintes : il s'explique avant tout par la forte progression des risques liés à l'IA dans le classement. En réalité, l'essor de l'IA transforme à un rythme sans précédent les menaces cyber auxquelles sont confrontés les citoyens, les entreprises et les États.

L'IA générative rend l'usurpation d'identité, la fraude et la désinformation plus sophistiquées, plus accessibles et plus difficiles à détecter. Cette évolution pourrait expliquer pourquoi les personnes qui classent les risques cyber parmi leurs principaux sujets de préoccupation citent désormais en priorité les risques de réputation et d'usurpation d'identité, notamment le vol d'identité, les ***deepfakes*** et l'utilisation frauduleuse de données personnelles.

Du côté des experts, **la cyberguerre et les attaques contre des infrastructures critiques** demeurent la principale préoccupation. Les experts expriment également un fort sentiment de vulnérabilité face à ce risque : parmi ceux qui l'ont retenu, 68 % déclarent s'y sentir vulnérables dans leur vie quotidienne, soit le 2e niveau le plus élevé observé parmi l'ensemble des risques, à égalité avec les risques énergétiques et derrière la pollution. Selon les experts, investir davantage dans les infrastructures de protection (41 %) constitue l'action prioritaire que devraient mener les pouvoirs publics pour répondre à cette menace. À l'inverse, les risques liés à l'IA et au big data appellent davantage des réponses en matière de gouvernance que des investissements physiques.



Focus

LE NOUVEAU VISAGE DES CYBERMENACES

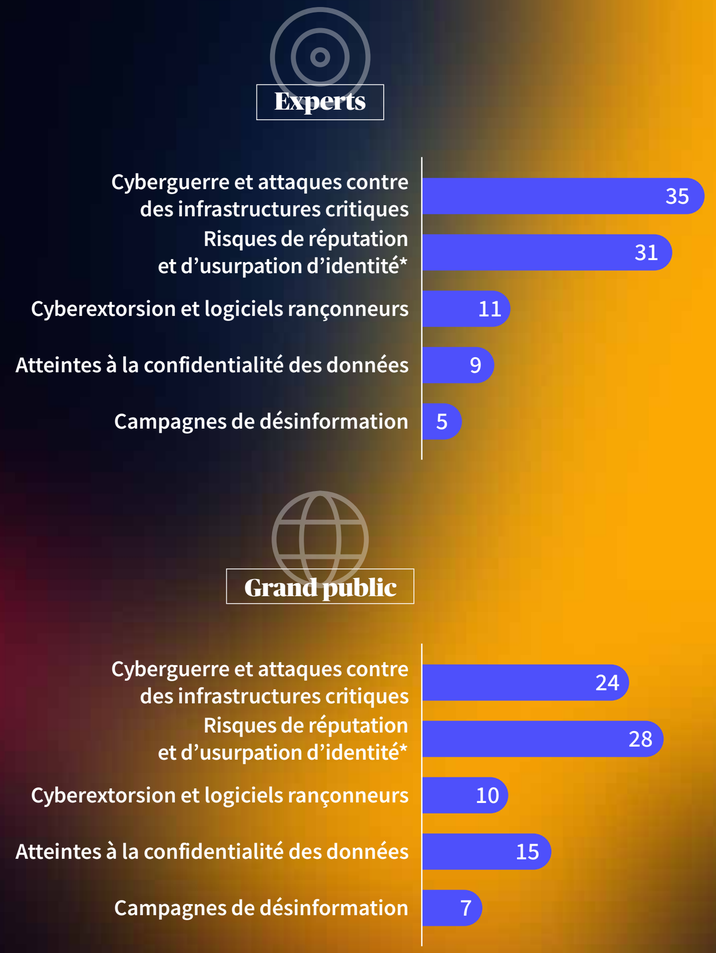
Les experts ayant classé les risques cyber parmi leurs principaux risques les perçoivent de plus en plus comme un risque qui « émerge rapidement » (42 %) ou qui est « déjà installé » (48 %). Les 10 % restants, qui considèrent que ce risque « émerge lentement », représentent l'un des niveaux les plus faibles observés dans l'enquête, à égalité avec un autre risque.

Historiquement, le risque cyber était principalement évalué à travers le nombre d'attaques, de violations de données et de pertes financières. Aujourd'hui, l'attention se porte davantage sur la vitesse à laquelle les vulnérabilités peuvent être détectées et exploitées. En 2026, les modèles d'IA de pointe, à commencer par Mythos d'Anthropic, ont attiré l'attention en raison de leur capacité à identifier des failles jusque-là inconnues dans des systèmes largement utilisés.

La résilience, longtemps fondée sur la prévention des intrusions, pourrait désormais reposer davantage sur **la détection rapide des faiblesses et la coordination des réponses au sein d'écosystèmes numériques complexes.** À mesure que le paysage des menaces évolue et que cyberattaquants comme cyberdéfenseurs disposent d'outils d'IA toujours plus puissants, la rapidité d'adaptation pourrait devenir aussi importante que la protection technique elle-même.

PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT LES RISQUES CYBER

En %



* *Deepfake*, compromission de messagerie professionnelle, usurpation de voix, faux comptes de réseaux sociaux, usurpation d'identité de personnes ou d'entreprises de confiance, etc.

Études de cas

Bâtir la résilience cyber à grande échelle : le rapport d'AXA XL et Thales

SOUTENIR LA RÉSILIENCE DES ORGANISATIONS FACE AUX MENACES NUMÉRIQUES

29 minutes : c'est le temps qu'il faut en moyenne à un cyberattaquant après une intrusion pour commencer à se déplacer dans différents systèmes d'un réseau à la recherche de données sensibles ; le cas le plus rapide observé n'a nécessité que 29 secondes. Le coût moyen mondial d'une violation de données atteint aujourd'hui 4,44 millions de dollars. Ces chiffres sont mis en lumière dans **le rapport *Resilience at Scale* publié par AXA XL et Thales,** qui souligne la nécessité pour les organisations de renforcer leur cyberrésilience autour de trois axes : une gouvernance solide, une répartition claire des responsabilités et des plans d'action complets, face à des menaces bien présentes et toujours plus sophistiquées.

⊕ EN SAVOIR PLUS

Accompagner les entreprises colombiennes dans leur cyberrésilience

Pour la première fois en 2026, l'enquête Future Risks Survey a sondé le grand public en Colombie. Face à des cybermenaces toujours plus sophistiquées, notre filiale locale d'assurance, AXA COLPATRIA, aide les entreprises à mieux se protéger grâce à Cyber Premium, une solution conçue pour les prémunir contre les cyberincidents tels que les violations de données, la perte d'informations confidentielles ou les perturbations de systèmes critiques susceptibles de paralyser leur activité. Au-delà de l'indemnisation, Cyber Premium offre un accompagnement par des experts tout au long de l'incident, pour permettre aux entreprises de maîtriser les crises cyber et de prendre les bonnes décisions au bon moment.

⊕ EN SAVOIR PLUS

Cyber Study d'AXA France : bâtir une résilience cyber concrète pour les TPE, PME et ETI

Depuis deux ans, AXA France publie sa Cyber Study, un bilan annuel des sinistres cyber clos dans l'année précédente observés sur son portefeuille de TPE, PME et ETI. Les données révèlent un trio de menaces dominant : les rançongiciels et les connexions frauduleuses arrivent en tête à égalité (28 % des sinistres chacun), talonnés par les fraudes (près de 21 %).

Pour y faire face, quatre leviers s'imposent comme prioritaires : le renforcement des accès via l'authentification multifacteurs, le patch management, la mise en place de sauvegardes déconnectées et régulièrement testées, et une détection plus rapide des incidents, 12 % d'entre eux n'étant aujourd'hui identifiés qu'après 30 jours.

Au-delà des chiffres, cette démarche poursuit un double objectif : aider concrètement les entreprises à identifier leurs vulnérabilités réelles, et faire évoluer en continu l'accompagnement en cybersécurité des entreprises assurées dans le cadre de l'offre Global Cyber Secure pour qu'elle reste au plus près des modes opératoires des attaquants.

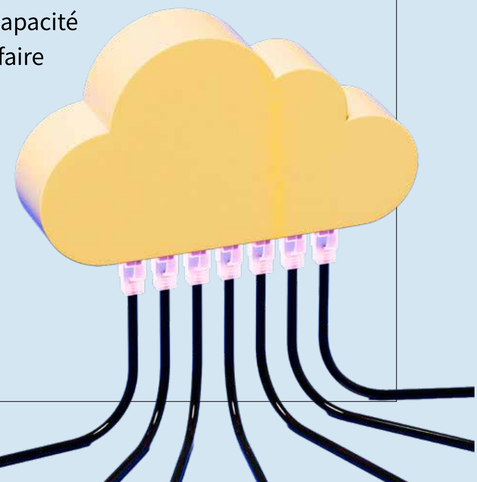
⊕ EN SAVOIR PLUS

Focus

UN BASCULEMENT GÉNÉRATIONNEL DES PRÉOCCUPATIONS : DU CYBER VERS L'IA

La perception du risque cyber varie selon l'âge : au sein du grand public, **il occupe la 8e position chez les moins de 25 ans, la 5e chez les 25-44 ans et la 2e place chez les 45-54 ans.** À l'inverse, les jeunes générations classent les risques liés à l'IA et au big data plus haut dans leur classement des risques que leurs aînés, ce qui suggère que les plus jeunes perçoivent de plus en plus les menaces numériques à travers le prisme de l'IA.

Parmi les répondants ayant choisi les risques cyber parmi leurs principaux risques, les plus âgés citent plus souvent la cyberguerre et les attaques contre des infrastructures critiques (31 % des 65 ans et plus, contre 13 % des moins de 25 ans). Ils doutent aussi davantage de la capacité des pouvoirs publics à faire face aux risques cyber : seuls 24 % des 65 ans et plus estiment les autorités bien préparées, contre 45 % des moins de 25 ans.





5. RISQUES ÉNERGÉTIQUES

Après trois années de recul, les risques énergétiques gagnent trois places pour s'établir en 2026 au 5e rang auprès des experts, au même niveau qu'en 2023. Ils font également leur retour dans le top 10 du grand public. Alors que l'instabilité géopolitique, le changement climatique et la demande croissante liée à l'IA accentuent la pression sur les infrastructures énergétiques, les pays peinent de plus en plus à concilier coût abordable de l'énergie, sécurité d'approvisionnement et durabilité.

Classement des experts par rapport à l'an dernier

5e ↑

Classement du grand public par rapport à l'an dernier

9e ↑

45 %

des experts qui ont sélectionné ce risque jugent qu'il n'est plus émergent mais « déjà présent », un bond de 16 points en un an

Parmi les répondants qui classent les risques énergétiques au nombre des principaux risques,

68 %

des experts et

77 %

du grand public se sentent vulnérables face à ce risque dans leur quotidien

La hausse des prix de l'énergie

est la principale préoccupation des experts (38 %) comme du grand public (49 %)

Risques énergétiques – classification par tranche d'âge (grand public)



La sécurité énergétique revient en force à l'ordre du jour



En 2022, dans les premiers mois de la guerre en Ukraine, les risques énergétiques étaient entrés dans le top 10 des experts en 4e position. Ils ont ensuite progressivement reculé jusqu'au 8e rang l'an dernier, avant de retrouver la 5e place cette année. Rappelons que l'enquête 2026 s'est déroulée alors que la situation instable dans le détroit d'Ormuz mettait en lumière la fragilité des chaînes d'approvisionnement mondiales. Parmi les répondants du grand public qui classent les risques énergétiques au nombre des principaux risques, 77 % se sentent vulnérables face à ce risque dans leur vie quotidienne, soit le niveau le plus élevé observé dans l'ensemble des risques étudiés.

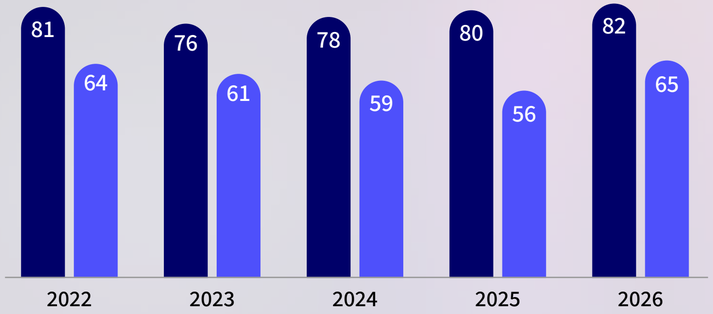
L'analyse géographique met en évidence des différences marquées. En Europe, les experts qui classent les risques énergétiques parmi leurs principales préoccupations citent avant tout **la souveraineté énergétique et la dépendance aux importations** (43 %, contre 32 % au niveau mondial), alors que leurs homologues d'Asie-Pacifique et d'Afrique se montrent davantage préoccupés par la hausse des prix de l'énergie (respectivement 48 % et 50 %, contre 38 % à l'échelle mondiale). Dans le grand public, les écarts géographiques sont moins marqués : parmi les répondants ayant retenu ce risque, la hausse des prix de l'énergie constitue le premier motif d'inquiétude (49 % au niveau mondial).

Si les experts continuent de penser que les pouvoirs publics devraient prioritairement **investir dans la recherche et l'innovation** (34 %), ils sont plus nombreux que l'an dernier à préconiser une hausse des investissements dans **les infrastructures de protection** (30 %) ainsi que dans **la coopération internationale** (27 %).

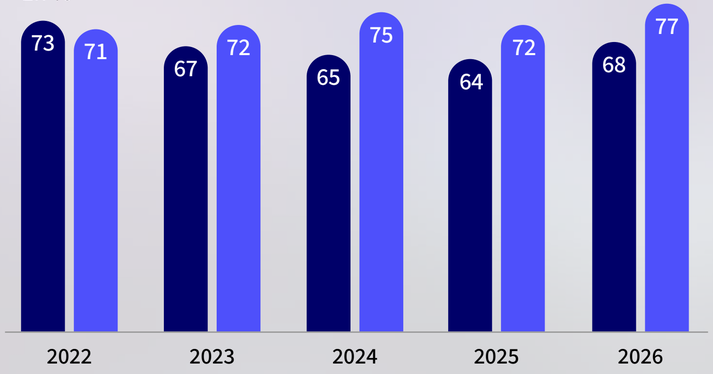
Cette année, 45 % des experts considèrent que ces risques sont « déjà présents », plutôt qu'en mode « émerge lentement » et « émerge rapidement ». Ce chiffre est en hausse de 16 points par rapport à 2025 et retrouve le niveau observé en 2022.

LES RISQUES ÉNERGÉTIQUES RETROUVENT LE NIVEAU DE 2022

PART DES RÉPONDANTS QUI PENSENT QUE LES POUVOIRS PUBLICS NE SONT PAS SUFFISAMMENT PRÉPARÉS À L'ÉMERGENCE DE CE RISQUE
En %



PART DES RÉPONDANTS QUI SE SENTENT VULNÉRABLES FACE À CE RISQUE DANS LEUR VIE QUOTIDIENNE
En %



Focus

LES PRIX DE L'ÉNERGIE INQUIÈTENT TOUTES LES GÉNÉRATIONS, MAIS DAVANTAGE LES PLUS ÂGÉS

Dans l'ensemble, la perception des risques énergétiques varie peu selon l'âge, la hausse des prix de l'énergie constituant de loin la principale préoccupation de toutes les générations. Cependant, les répondants les plus âgés accordent une importance légèrement plus élevée à ces risques et sont plus nombreux à les considérer comme « déjà présents » (38 % des 45 ans et plus, contre 31 % des moins de 45 ans) plutôt que comme des risques qui « émergent lentement » (22 % contre 28 % respectivement). **Les plus âgés sont également plus nombreux à penser que les pouvoirs publics sont insuffisamment préparés face aux défis énergétiques émergents** (71 % des 45 ans et plus, contre 57 % des moins de 45 ans).



Étude de cas

Accroître la résilience du secteur énergétique



Le secteur de l'énergie doit aujourd'hui faire face à des risques inédits, qui menacent à la fois la continuité de la production et la sécurité des infrastructures. Pour y répondre, AXA Brésil a développé « **Power Gen** », une solution d'assurance destinée aux acteurs de la production d'énergie au Brésil. L'offre couvre notamment les pertes d'exploitation et les risques liés à la végétation ou aux incendies, afin de réduire les conséquences d'éventuelles interruptions. Elle prévoit également des garanties spécifiques aux installations photovoltaïques, incluant par exemple la prise en compte des microfissures et des opérations de maintenance des centrales.

Avec « Power Gen », AXA Brésil accompagne ainsi le déploiement des énergies renouvelables tout en contribuant à rendre le système de production énergétique plus robuste et plus fiable.

⊕ EN SAVOIR PLUS



6. TENSIONS ET MOUVEMENTS SOCIAUX

Classement des experts par rapport à l'an dernier

6e ↓

Classement du grand public par rapport à l'an dernier

8e ↓

Seuls 11 %
des experts et
28 %
du grand public estiment que les pouvoirs publics sont bien préparés à l'émergence de ce risque

Parmi les répondants qui classent les tensions et mouvements sociaux au nombre des principaux risques

62 %
des experts et
71 %
du grand public se sentent vulnérables face à ce risque dans leur vie quotidienne

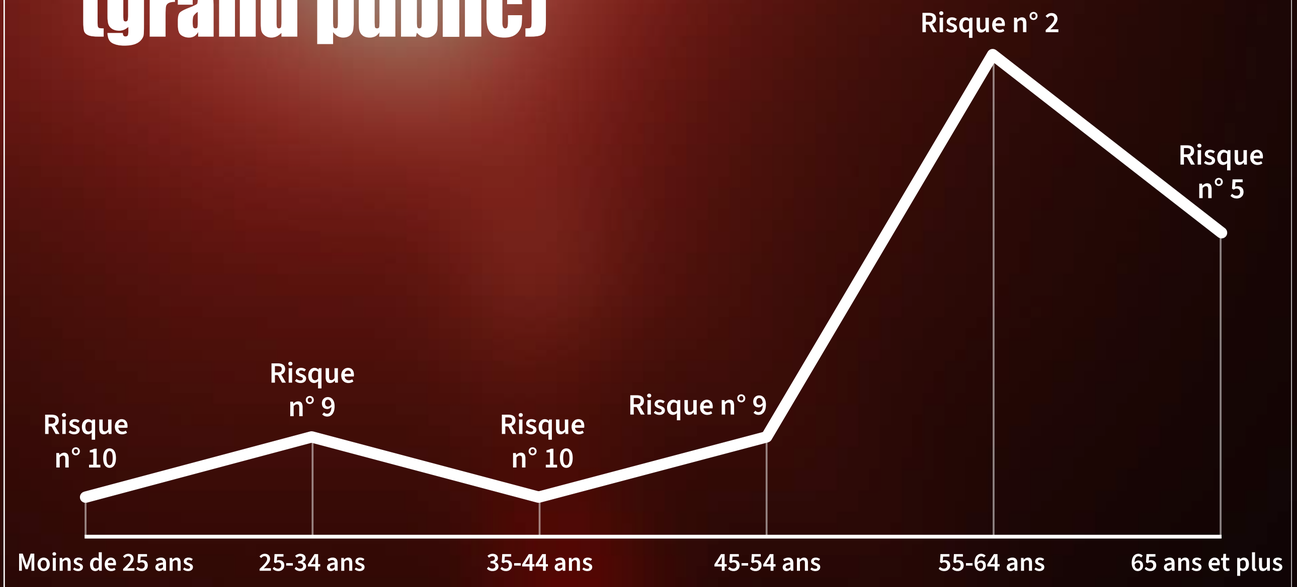
La défaillance des institutions et le recul des démocraties

dominent les inquiétudes des experts (25 %),

la hausse des inégalités et du coût de la vie

celles du grand public (28 %)

Risque de tensions et de mouvements sociaux – classification par tranche d'âge (grand public)





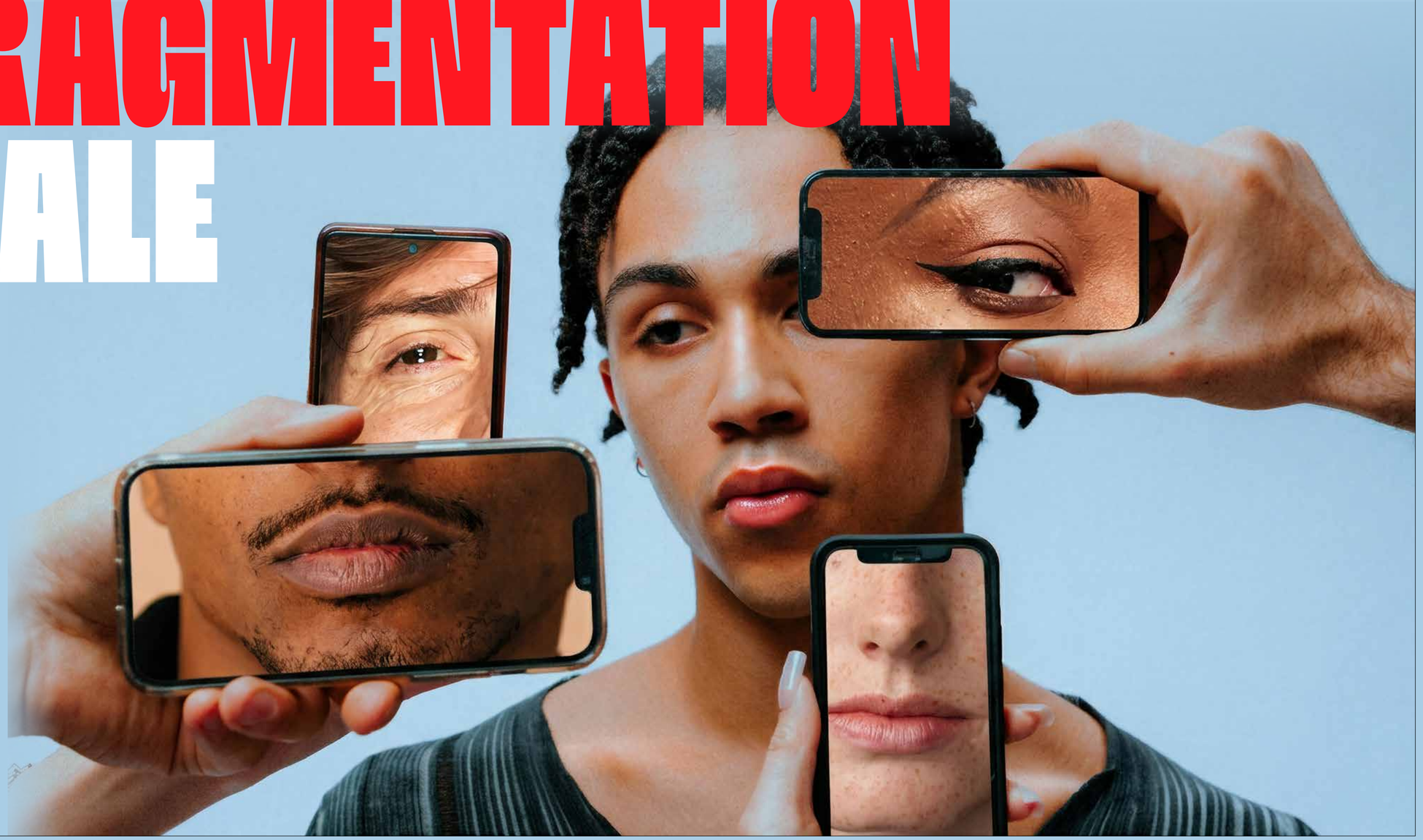
Les risques liés aux tensions et mouvements sociaux reculent cette année dans le classement, de la 5e à la 6e position pour les experts et du 4e au 8e rang pour le grand public. Toutefois, les réponses révèlent que l'inquiétude ne faiblit pas : 71 % des répondants du grand public qui ont sélectionné les tensions et mouvements sociaux parmi les principaux risques se sentent vulnérables face à ce risque dans leur vie quotidienne, et 72 % d'entre eux (ainsi que 89 % des experts) jugent **les pouvoirs publics insuffisamment préparés à l'émergence de ce risque.**

La préoccupation est particulièrement forte en Europe, où ce risque occupe le 3e rang pour le grand public et le 5e pour les experts. En Allemagne, il reste le risque numéro 1 selon le grand public. Comme l'an dernier, les experts estiment que les pouvoirs publics devraient en priorité **développer des campagnes de sensibilisation du public** (30 %) **et renforcer la coopération avec les parties prenantes externes, telles que le secteur privé, le monde académique et la société civile** (29 %)**.**

Au sein du top 10 des risques, les tensions et mouvements sociaux figurent parmi ceux face auxquels experts et grand public jugent les pouvoirs publics les moins préparés.

% DE RÉPONDANTS ESTIMANT QUE LES POUVOIRS PUBLICS SONT PRÉPARÉS À L'ÉMERGENCE DE CHACUN DES DIX PRINCIPAUX RISQUES

7. FRAGMENTATION SOCIALE



Classement des experts

7e

Classement du grand public

11e

Les experts ayant sélectionné ce risque sont surtout préoccupés par la polarisation politique et les tensions sociales (28 %), **et le grand public par la montée** des inégalités économiques et sociales (21 %)

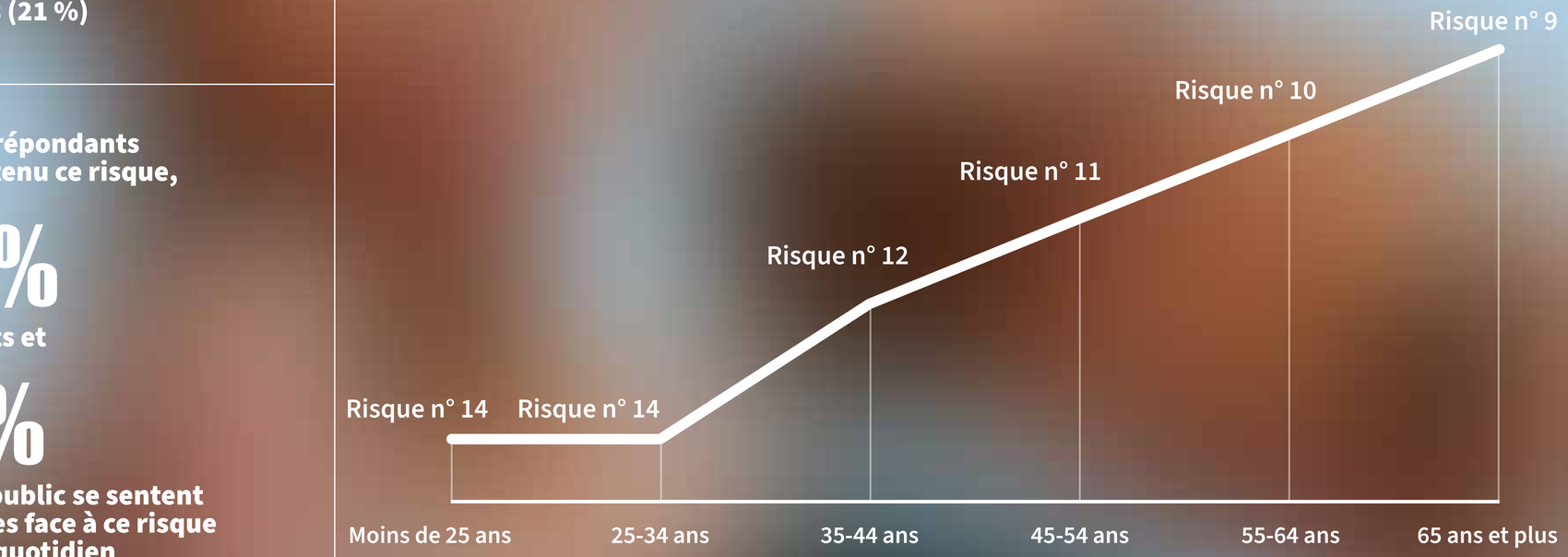
Seuls 8 % des sondés jugent la population de leur pays « plutôt unie et fédérée autour de valeurs communes » (2 points de moins en un an)

Parmi les répondants qui ont retenu ce risque,

61 % des experts et

71 % du grand public se sentent vulnérables face à ce risque dans leur quotidien

Risque de fragmentation sociale – classification par tranche d'âge (grand public)



Une fracture sociale profonde et persistante

Le risque de fragmentation sociale, introduit cette année dans l'enquête, se positionne au 7e rang selon le panel d'experts et au 11e pour le grand public.

Les raisons sous-jacentes de ce choix varient selon les régions : en France et au Royaume-Uni, le grand public cite le plus souvent les **tensions sociales liées aux migrations**, tandis qu'en Afrique, les experts invoquent en priorité la **défiance croissante envers les institutions et les médias**.

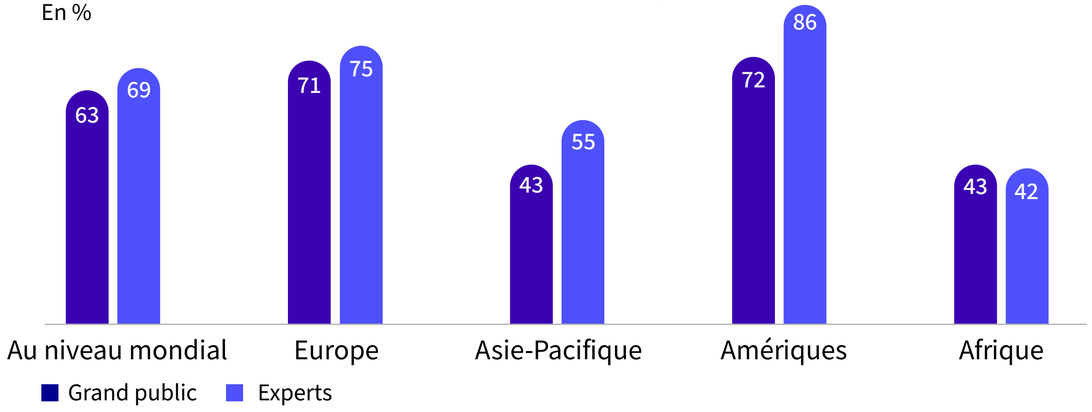
Les deux panels s'accordent à juger les **pouvoirs publics insuffisamment préparés à remédier à la fragmentation sociale** : seuls 9 % du grand public et 28 % des experts jugent leur préparation suffisante. En parallèle, 71 % du grand public et 61 % des experts se sentent vulnérables face à ce risque dans leur vie quotidienne.

Dans l'ensemble, 69 % des experts (- 5 points en un an) et 63 % du grand public (+ 4 points) pensent que leur pays est confronté à une fracture sociale profonde ou croissante. Ces chiffres sont plus élevés en Europe et en Amérique qu'en Asie ou en Afrique. Comme dans le cas des tensions sociales, les experts pensent que les pouvoirs publics devraient en priorité **renforcer la coopération avec les parties prenantes externes** (31 %) **et développer des campagnes de sensibilisation du public** (30 %).

Interrogés sur les trois principaux facteurs de division dans leur pays, les répondants choisissent le plus souvent **les inégalités économiques et sociales croissantes** (49 % des experts et 41 % du grand public), **les divisions politiques et idéologiques de plus en plus marquées** (47 % et 39 % respectivement) et **la désinformation et la polarisation sur les réseaux sociaux** (42 % et 35 %).

PART DES EXPERTS ET DU GRAND PUBLIC QUI ESTIME QUE LEUR PAYS EST CONFRONTÉ À UNE FRACTURE SOCIALE PROFONDE OU CROISSANTE, PAR RÉGION

En %





Focus

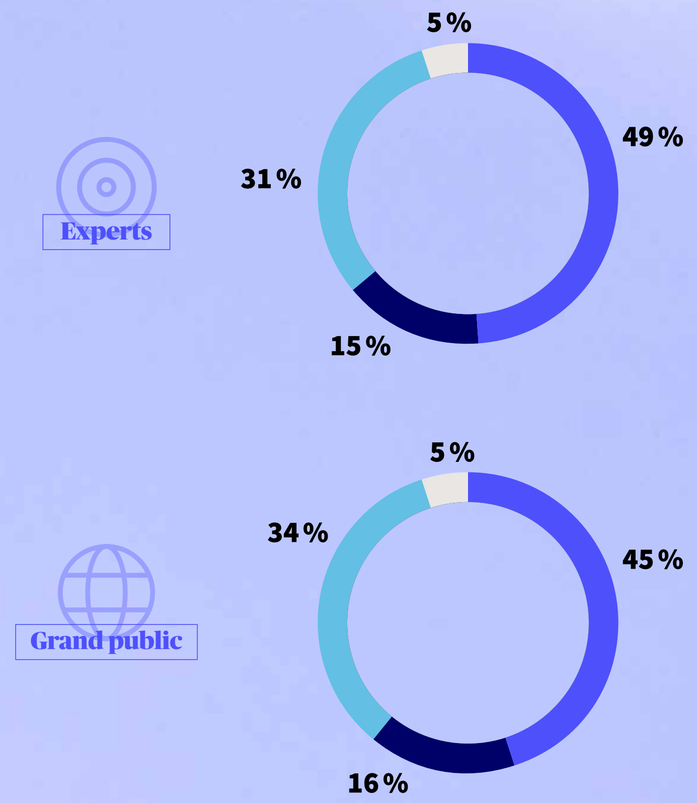
MALGRÉ LA FRAGMENTATION SOCIALE, LES RÉPONDANTS RÉAFFIRMENT LEUR PRÉFÉRENCE POUR LES RÉPONSES INTERNATIONALES FACE AUX RISQUES FUTURS

Une majorité d'experts (64 %) et de répondants du grand public (61 %) considèrent toujours que les **décisions sur la gestion des risques futurs devraient être prises à l'échelle continentale ou mondiale**. Toutefois, l'approche nationale gagne du terrain : elle recueille la faveur de 34 % du grand public (6 points de plus en un an) et de 31 % des experts (4 points de plus). La préférence pour une gouvernance nationale est particulièrement marquée aux États-Unis (56 % des experts et 41 % du grand public) et au Japon (44 % et 51 %). Elle progresse également avec l'âge, les jeunes générations étant plus favorables à une action coordonnée à l'échelle continentale.



LE NIVEAU DE DÉCISION LE PLUS EFFICACE FACE AUX RISQUES FUTURS

Face aux risques futurs, à quel niveau les décisions devraient-elles être prises, selon vous, pour assurer la réponse la plus efficace ?



Focus

LES MOINS DE 25 ANS EXPRIMENT UN ATTACHEMENT PLUS FAIBLE À LA DÉMOCRATIE

La fragmentation sociale s'accompagne souvent d'une défiance à l'égard des systèmes démocratiques qui accélère la progression des idéologies extrémistes.

La majorité du grand public, toutes générations confondues, affirme l'importance de préserver la démocratie et la liberté d'expression, dans des proportions en légère hausse par rapport à l'an dernier. La confiance est toutefois plus faible chez les plus jeunes : **si 73 % des sondés estiment que la démocratie doit être préservée** même si cela implique des délais plus longs pour aboutir à des décisions, **ce chiffre tombe à 67 % pour les moins de 25 ans**.

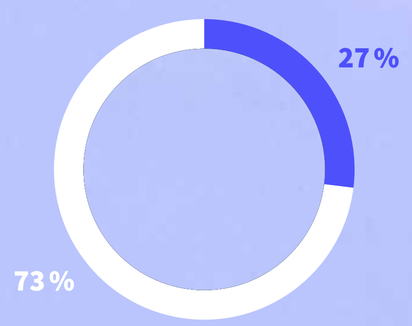
De même, les plus jeunes sont légèrement plus enclins à penser que **la liberté d'expression doit être restreinte** pour endiguer les opinions politiques extrêmes (30 % des moins de 35 ans, contre 28 % pour l'ensemble des répondants).

Focus sur la France

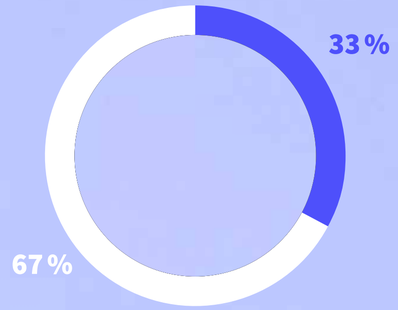


Contrairement à ce qui est observé au niveau mondial, **les jeunes Français sont plus attachés à la démocratie que leurs aînés** : 74 % des moins de 25 ans estiment que la démocratie doit être préservée à tout prix, contre 66 % seulement pour l'ensemble des Français interrogés. Toutefois, l'attachement à une liberté d'expression pleine et entière est légèrement plus faible parmi les moins de 25 ans en France (67 %, contre 70 % toutes générations confondues).

Vision de la démocratie – toutes tranches d'âge



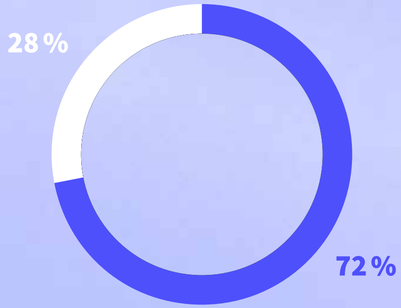
Vision de la démocratie – répondants âgés de moins de 25 ans



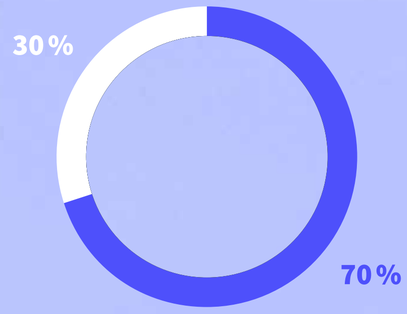
■ Il faut un gouvernement plus puissant, moins démocratique, pour prendre plus efficacement des décisions, quitte à faire moins de compromis qui satisfont le plus grand nombre.

□ La démocratie doit être préservée à tout prix, même si cela implique des délais plus longs pour aboutir à des décisions qui satisfont le plus grand nombre.

Vision de la liberté d'expression – toutes tranches d'âge



Vision de la liberté d'expression – répondants âgés de moins de 35 ans



■ La liberté d'expression doit être pleine et entière, même si cela implique la propagation d'opinions politiques extrêmes.

□ La liberté d'expression doit être restreinte pour limiter la propagation d'opinions politiques extrêmes.



8. RISQUES POUR LA STABILITÉ FINANCIÈRE

Les risques pour la stabilité financière* progressent dans le classement, passant de la 9e à la 8e position pour les experts et du 8e au 6e rang pour le grand public, où ils se hissent dans le quatuor de tête pour les moins de 55 ans. **La défaillance systémique des marchés financiers constitue la principale inquiétude** des sondés ayant sélectionné ce risque : mentionnée par 41 % des experts et 37 % du grand public, elle est suivie par les bulles spéculatives et la coopération insuffisante autour des enjeux de stabilité financière. Du côté des experts, les risques pour la stabilité financière sont jugés plus préoccupants en Asie-Pacifique (6e rang) et en Afrique (7e) qu'en Europe (11e) et sur le continent américain (14e).

La confiance du grand public dans la capacité des autorités à maîtriser les risques pour la stabilité financière s'érode : seuls 36 % des sondés ayant choisi ce risque jugent que les pouvoirs publics y sont bien préparés (moins trois points en un an). Selon les experts, **l'amélioration des cadres de gouvernance des risques** (31 %) **et le durcissement de la réglementation** (28 %) sont les mesures que les autorités devraient prendre prioritairement.

* Ces risques recouvrent notamment les crises financières, les perturbations des marchés, les crises liées aux dettes souveraines, la déstabilisation des établissements bancaires et les chocs de liquidité.

Classement des experts par rapport à l'an dernier

8e ↑

Classement du grand public par rapport à l'an dernier

6e ↑

Parmi les répondants ayant retenu les risques pour la stabilité financière au nombre de leurs principaux risques,

58 %

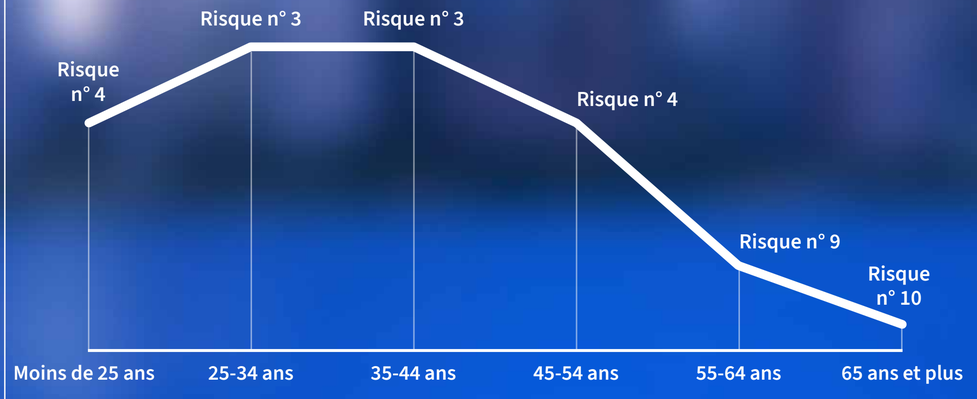
des experts et

70 %

du grand public se sentent vulnérables face à ce risque dans leur vie quotidienne

La crainte d'une défaillance systémique des marchés financiers est la principale inquiétude des experts (41 %) comme du grand public (37 %)

Risques pour la stabilité financière – classification par tranche d'âge (grand public)





9. RISQUES MACROÉCONOMIQUES

Les risques macroéconomiques* reculent légèrement dans le classement des experts, de la 7e à la 9e position, et gagnent un rang auprès du grand public, passant de la 16e à la 15e place. Dans les deux groupes, la confiance dans la préparation des pouvoirs publics recule parmi les répondants ayant cité ce risque : seuls 16 % des experts et 36 % du grand public se disent confiants, soit une baisse respective de trois et six points par rapport à l'an dernier.

Parmi les experts ayant retenu ce risque, 28 % citent **les guerres commerciales et les droits de douane** comme leur principale préoccupation. Cette inquiétude est particulièrement marquée en Corée du Sud (72 %), en Chine continentale (67 %) et au Japon (58 %). Globalement, c'est en Asie-Pacifique que ce risque se classe le plus haut, tant pour les experts (7e rang) que pour le grand public (8e). Pour ce dernier, **le chômage de masse persistant** constitue la principale inquiétude.

Les experts jugent que les leviers d'action les plus efficaces des pouvoirs publics face aux risques macroéconomiques sont le renforcement de **la coopération internationale** (31 %) et **la coopération avec les parties prenantes externes** (27 %).

* Ces risques regroupent un éventail de menaces telles que l'inflation, les crises économiques, le chômage persistant, les déficits des comptes publics et les perspectives de croissance faibles.

Classement des experts par rapport à l'an dernier

9e ↓

Classement du grand public par rapport à l'an dernier

15e ↑

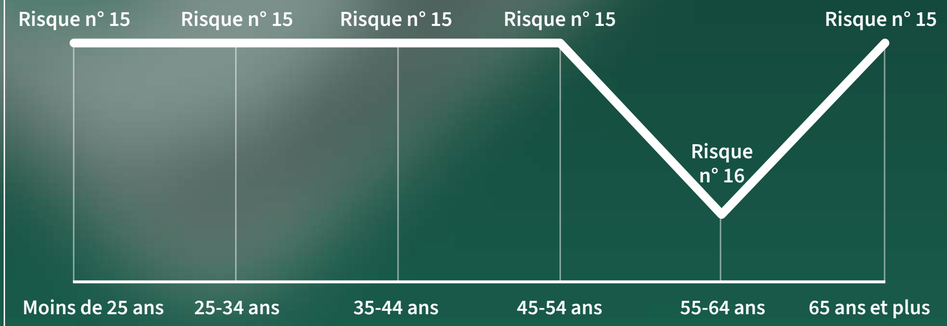
Seuls 16 % des experts et 36 % du grand public estiment que les pouvoirs publics sont bien préparés à l'émergence de ce risque (en baisse : 19 % et 42 % l'an dernier)

Parmi les répondants qui classent les risques macroéconomiques au nombre des principaux risques,

61 % des experts et 70 % du grand public se sentent vulnérables face à ce risque dans leur quotidien

Les guerres commerciales et les droits de douane sont la première préoccupation des experts (28 %), tandis que le chômage de masse persistant est en tête des inquiétudes du grand public (31 %)

Risques macroéconomiques – classification par tranche d'âge (grand public)





10. RESSOURCES NATURELLES ET BIODIVERSITÉ

Après avoir occupé la 6e position dans le classement des experts ces trois dernières années, **les risques liés aux ressources naturelles et à la biodiversité chutent à la 10e place, leur rang le plus bas à ce jour**. Du côté du grand public, ils reculent également de la 7e à la 13e position. Si la montée en puissance d'autres risques peut expliquer ce recul, les répondants qui ont choisi ce risque sont aussi plus nombreux, cette année, à juger que son rythme d'apparition est lent (18 % des experts et 28 % du grand public, en hausse de 4 et 7 points, respectivement). La **surexploitation des ressources** est la principale inquiétude des sondés ayant choisi ce risque (44 % des experts et 34 % du grand public).

Ce risque atteint son rang le plus élevé auprès des experts dans les Amériques, à la 6e place, et auprès des moins de 25 ans, qui le positionnent au 9e rang. **Le sentiment de vulnérabilité personnelle** et **d'impréparation des pouvoirs publics est relativement élevé** parmi les sondés ayant sélectionné ce risque (64 % et 87 % respectivement pour les experts, contre 72 % et 66 % pour le grand public). Selon les experts, les pouvoirs publics devraient agir en priorité pour **durcir les réglementations** (30 %), **investir dans la recherche et l'innovation** (29 %) et dans **les infrastructures de protection** (28 %).

Classement des experts par rapport à l'an dernier

10e ↓

Classement du grand public par rapport à l'an dernier

13e ↓

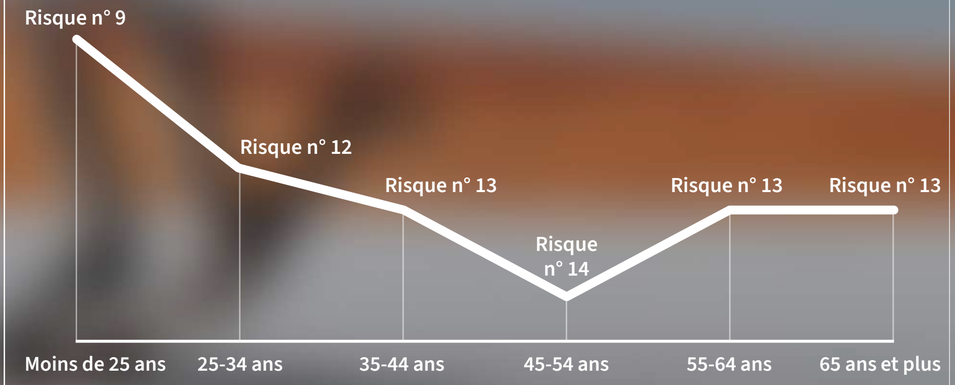
Parmi les répondants qui classent les ressources naturelles et la biodiversité au nombre des principaux risques,

64 %
des experts et

72 %
du grand public se sentent vulnérables face à ce risque dans leur vie quotidienne

La surexploitation des ressources est la principale inquiétude des experts (44 %) et du grand public (34 %)

Risque lié aux ressources naturelles et à la biodiversité – classification par tranche d'âge (grand public)



RISQUES SOUS LE RADAR

11. L'informatique quantique : bien plus qu'un simple risque numérique

Tribune

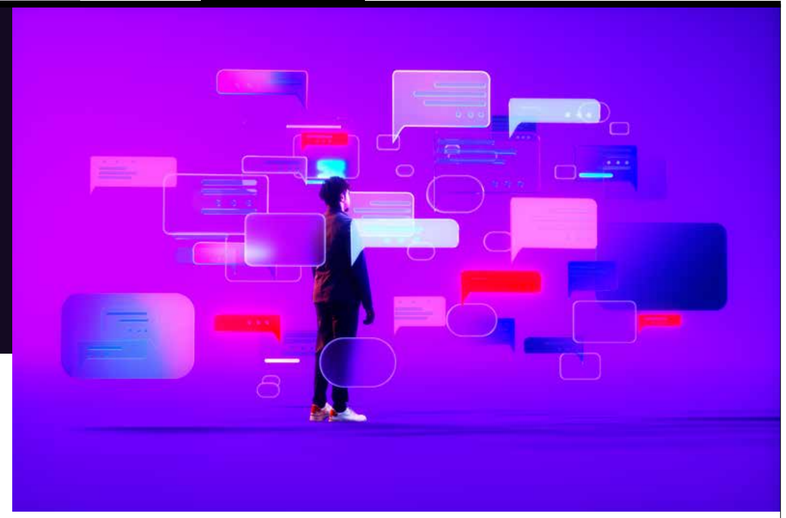
FRANÇOISE GILLES,
DIRECTRICE DES RISQUES
DU GROUPE AXA



L'informatique quantique* est un risque émergent encore largement méconnu. Elle n'est citée que par 16 % des experts et 11 % du grand public ayant retenu les technologies disruptives (qui, elles-mêmes, n'arrivent respectivement qu'aux 17e et 19e places du classement des risques) parmi les principaux risques. Pourtant, l'informatique quantique constitue un défi émergent majeur, pouvant affecter la confiance, la sécurité et la résilience.

Même si aucun ordinateur quantique opérationnel n'est attendu sur le marché avant plusieurs années, les acteurs publics et privés prennent conscience du nouveau champ des possibles que cette technologie pourrait ouvrir dans des applications aussi variées que la recherche pharmaceutique, la modélisation climatique, les systèmes financiers et l'IA.

Mais cette technologie contient aussi une part d'ombre : **des ordinateurs quantiques suffisamment puissants pourraient compromettre de nombreux systèmes de chiffrement qui protègent aujourd'hui les transactions financières, les infrastructures critiques et les communications d'informations sensibles**.
Les experts en cybersécurité tirent la sonnette d'alarme : des attaques consistant à « collecter maintenant, déchiffrer plus tard » pourraient déjà être en cours. Des cybercriminels accumuleraient dès aujourd'hui des données chiffrées dans l'espoir de pouvoir les déchiffrer grâce aux futures capacités de calcul quantique.



Parmi les experts ayant retenu les technologies disruptives comme l'un des risques majeurs, **56 % estiment que ce risque émerge rapidement, soit le niveau le plus élevé, tous risques confondus**, et 86 % jugent les pouvoirs publics insuffisamment préparés. Les autorités chargées de la cybersécurité, à savoir les agences gouvernementales et les organismes de régulation, mettent en garde : de nombreux acteurs sont insuffisamment préparés à la transition vers la cryptographie post-quantique.

Relever ce défi exigera bien davantage qu'une simple mise à niveau technique. Une réponse efficace devra s'appuyer sur quatre leviers : **une prise de conscience collective à l'échelle de l'organisation, le renforcement de l'expertise, la hiérarchisation des risques** et l'établissement d'un **inventaire exhaustif des actifs et des dépendances, préalable indispensable à la refonte des systèmes**. Il est essentiel d'anticiper dès maintenant les risques et d'engager les adaptations nécessaires avant que la menace ne se concrétise.

* L'informatique quantique est une technologie qui pourrait, à terme, permettre de résoudre certains calculs bien plus rapidement qu'avec des ordinateurs classiques, et ainsi révolutionner des domaines tels que la cybersécurité, la cryptographie ou la recherche scientifique.

12. Gérer la nouvelle donne démographique

Les risques liés aux évolutions démographiques se positionnent au 14e rang pour les experts, un recul par rapport à la 10e position l'an dernier, une progression de la 17e à la 16e place dans le grand public. Parmi les sondés du grand public ayant retenu ce risque, 40 % citent en premier lieu **la pression exercée sur les finances publiques par les dépenses de santé et de retraite**. Alors que les taux de fécondité sont déjà inférieurs au seuil de renouvellement dans de nombreuses régions (et pourraient passer sous ce seuil à l'échelle mondiale avant 2050), les sociétés doivent désormais composer avec une réalité démographique très différente de celle qui prévalait lors de la conception des systèmes de santé, de protection sociale et de fiscalité.

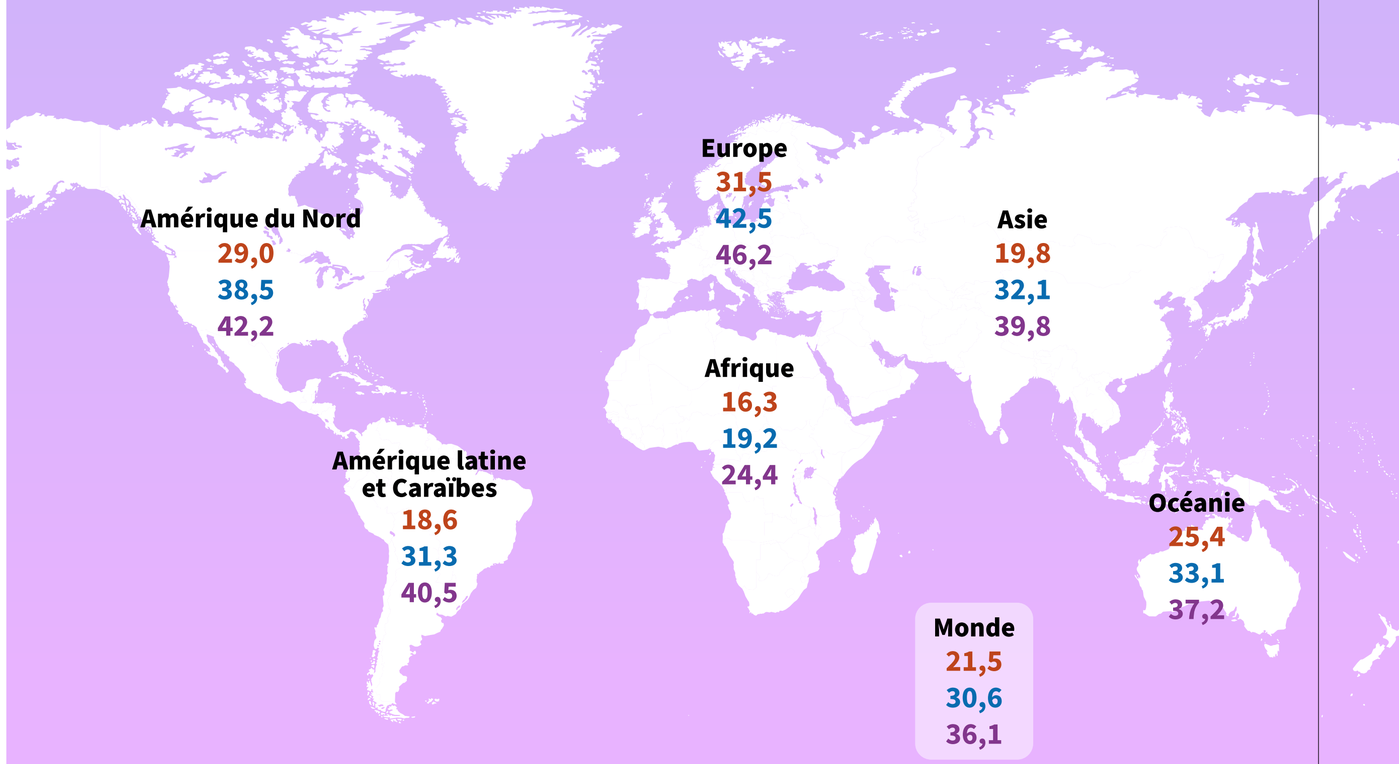
Les évolutions démographiques sont étroitement liées aux tensions intergénérationnelles mises en évidence dans le rapport cette année : leur incidence diffère selon les générations, ce qui pourrait alimenter un sentiment d'injustice. Parmi les répondants ayant sélectionné l'évolution démographique dans leurs cinq principaux risques, 23 % des experts et 18 % du grand public placent **la montée des déséquilibres intergénérationnels** au premier rang de leurs inquiétudes.

À l'approche de la retraite, les générations plus âgées sont confrontées à une incertitude croissante sur l'état des finances publiques et sur l'accès aux soins et aux services sociaux. Les générations plus jeunes, pour leur part, doivent supporter le poids du financement des prestations pour une population vieillissante, tandis que les perspectives de leur propre retraite s'assombrissent.

Dans le grand public, les générations plus âgées semblent légèrement plus préoccupées par le risque lié aux évolutions démographiques : les 65 ans et plus le classent au 14e rang, contre une 17e place pour les moins de 35 ans. Néanmoins, **le sentiment de vulnérabilité à ce risque dans la vie quotidienne est similaire pour toutes les générations**.

L'adaptation des systèmes de retraite et de santé à cette nouvelle donne démographique s'annonce comme l'une des grandes priorités budgétaires au XXIe siècle. **Seuls 11 % des experts ayant choisi l'évolution démographique parmi les principaux risques estiment que les pouvoirs publics y sont préparés, contre 37 % dans le grand public.**

ÂGE MÉDIAN PAR RÉGION : 1980, 2024 ET 2050



Source : Nations unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2026).

13. Réseaux électriques : un risque systémique en gestation ?

Pour la plupart des répondants ayant retenu les risques énergétiques parmi leurs principaux risques, la hausse des prix de l'énergie constitue la première source d'inquiétude. Mais une transformation plus profonde est à l'œuvre dans le secteur : **la résilience des réseaux électriques** devient un enjeu central face à l'émergence d'un risque désormais systémique.

L'électrification (le remplacement des énergies fossiles par une électricité décarbonée) s'impose progressivement comme le socle des économies modernes. Selon l'Agence internationale de l'énergie, les énergies propres absorbent désormais 64 % des investissements énergétiques mondiaux, les énergies renouvelables et les réseaux électriques constituant les principaux postes d'investissement à l'échelle mondiale.

L'intégration progressive des énergies renouvelables, de la production décentralisée et du stockage par batteries complexifie l'exploitation des systèmes électriques. **Il existe un risque croissant de voir des perturbations énergétiques entraîner des effets en cascade sur les transports, les communications, les soins de santé, l'industrie et les services numériques.**

La montée en puissance de l'IA et des centres de données sollicite fortement les réseaux électriques, mettant sous tension les chaînes d'approvisionnement. La demande en matériels de réseau, notamment en transformateurs, dépasse déjà les capacités de production. Celles-ci étant concentrées dans un nombre limité de pays (la Chine en tête), **des enjeux de souveraineté** se dessinent.

La coupure géante qui a frappé la péninsule ibérique en avril 2025 (que les enquêtes imputent à une combinaison de défaillances dans le contrôle de tension, de problèmes de coordination des réseaux et de contraintes d'exploitation) pourrait n'être qu'un avant-goût des défis à venir pour assurer la stabilité de systèmes électriques toujours plus interconnectés.



14. Quand l'éco-anxiété monte d'un cran

Si les événements météorologiques extrêmes ont un impact psychologique immédiat, le changement climatique affecte lui aussi, à bas bruit, la santé mentale. Un nombre croissant de publications montre que **les mutations environnementales progressives peuvent générer anxiété, dépression, stress chronique, « deuil écologique » et incertitude quant à l'avenir**.

Les plus jeunes sont particulièrement vulnérables, à la fois parce qu'ils seront exposés plus longtemps aux risques climatiques au cours de leur vie et parce qu'un adolescent sur sept souffre déjà d'un trouble de la santé mentale. **Les répondants les plus jeunes au Future Risks Survey ayant choisi le changement climatique parmi les risques majeurs citent plus fréquemment les impacts sur la santé (y compris mentale) comme principale inquiétude** (15 % des moins de 25 ans, contre 10 % des 65 ans et plus).

Les troubles du sommeil liés aux vagues de chaleur sont une conséquence encore largement sous-estimée du changement climatique sur la santé physique et mentale. Une étude récente montre que des températures nocturnes supérieures à 25 °C augmentent de 3,5 % le risque de sommeil insuffisant. D'autres travaux révèlent que la productivité des travailleurs diminue de 2 à 3 % par degré au-dessus de 20 °C.

Les effets cumulés du changement climatique sur la santé mentale **mettront à rude épreuve les systèmes de santé publique** et **la résilience des sociétés**. En réponse, AXA publie chaque année un rapport sur la santé mentale qui décrit les menaces croissantes pour la santé mentale, dresse un état des lieux mondial et propose des leviers d'action et d'accompagnement pour les employeurs.

15. La confiance dans la science peut-elle être tenue pour acquise ?

Chaque année, le Future Risks Survey invite les répondants à se projeter dans une nouvelle crise mondiale et à désigner les acteurs qui auraient leur confiance pour en limiter les conséquences. **La confiance du grand public envers les scientifiques et les chercheurs s'établit à 66 %,** devant la police et l'armée. **En recul de deux points par rapport à l'an dernier,** elle retombe à son plus bas niveau depuis la création de l'enquête.

Cette confiance du grand public à l'égard des scientifiques et des chercheurs varie fortement selon les pays : elle est la plus faible au Japon (40 %) et en Allemagne (46 %), et la plus élevée en Turquie (80 %) et en Égypte (88 %). Contrairement aux idées reçues, **ce sont les plus jeunes qui croient le plus en la science :** 70 % des moins de 25 ans et 71 % des 25-34 ans déclarent faire confiance aux scientifiques, contre 63 % des 45 ans et plus.





Étude de cas

Fonds AXA pour le Progrès humain

Doté d'un budget annuel de 60 millions d'euros, le Fonds AXA pour le Progrès humain finance, dans le monde entier, des projets à fort impact dans les domaines de la science, de l'environnement, de la solidarité et de la culture. En promouvant le dialogue entre chercheurs et acteurs de terrain, le Fonds AXA vise à réduire les vulnérabilités pour bâtir un avenir plus résilient et plus solidaire. En soutenant une recherche indépendante et rigoureuse, il permet de mieux appréhender la dynamique des nouveaux risques, et s'engage pour renforcer la confiance dans la science et combattre la désinformation, dans le droit fil de sa campagne : « La science n'est pas une opinion. C'est notre futur. »

⊕ EN SAVOIR PLUS

PRÉVENTION : UNE NÉCESSITÉ POUR L'AVENIR



Comme dans les précédentes éditions de l'enquête, une vaste majorité des répondants (85%) s'accordent à dire que les risques qui les inquiètent le plus peuvent être évités. Cette année, de nouvelles questions mesurent leur volonté d'agir et d'adapter leur mode de vie pour atténuer les risques futurs.

85%

des experts et du grand public estiment que les risques qui les inquiètent le plus pourraient être évités par des mesures de prévention

Grand public

75%

du grand public se déclarent prêts à modifier leurs habitudes afin de réduire les risques, ou l'ont déjà fait

68%

du grand public ayant vécu une crise au cours des douze derniers mois ont pris conscience de la nécessité d'adapter « radicalement » ou « fortement » leur mode de vie

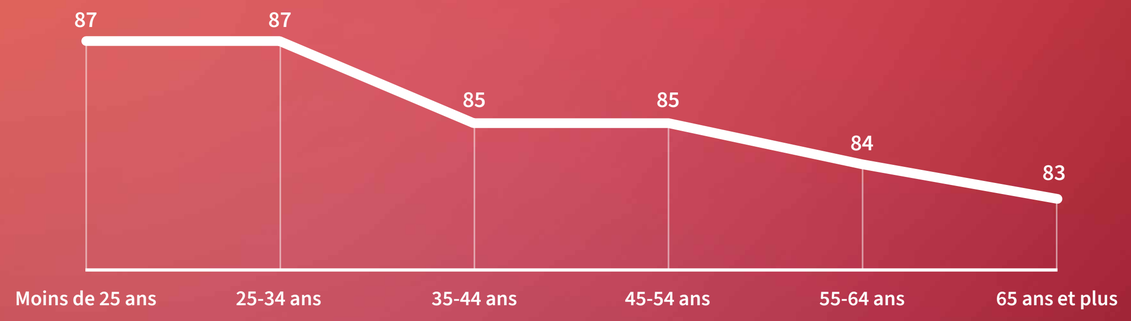
Une confiance durable dans la prévention

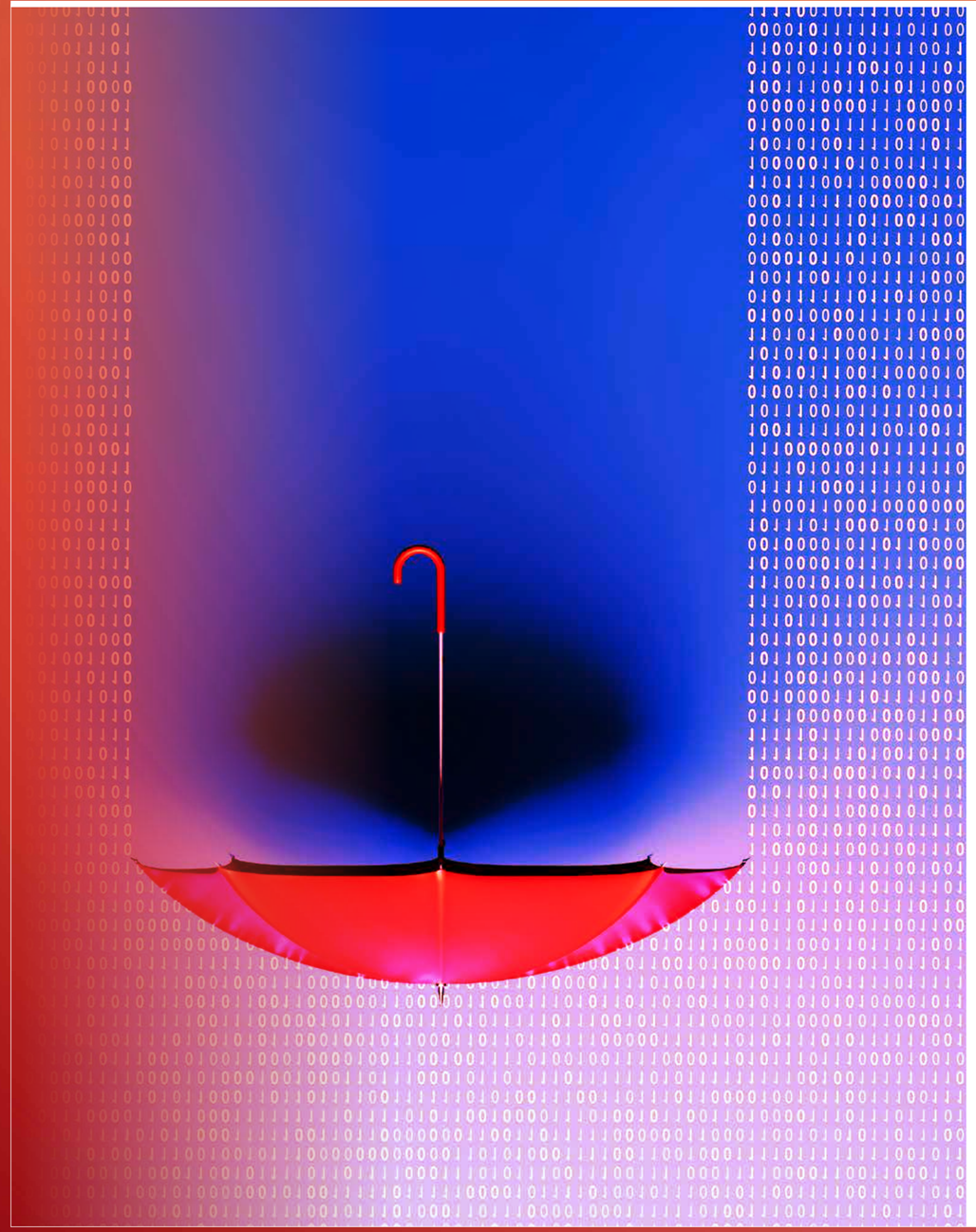
Interrogés sur les risques qui les inquiètent le plus, 85 % des experts et du grand public estiment que ces risques « pourraient être totalement ou partiellement évités grâce à des mesures de prévention renforcées ».

Parmi le grand public, ce sont les jeunes générations qui affichent un intérêt pour la prévention légèrement plus marqué : 87 % des moins de 35 ans, contre 83 % des 65 ans et plus.

Part du grand public estimant que des actions de prévention fortes permettraient d'éviter les risques qui les inquiètent le plus

En %





Focus

PRÈS D'UN RÉPONDANT SUR DEUX ENVISAGE DE DÉMÉNAGER EN RAISON DE RISQUES ÉMERGENTS

À l'échelle mondiale, près de la moitié des répondants du grand public (46 %) pensent que des risques tels que le changement climatique, l'insécurité ou les risques sanitaires pourraient les contraindre à déménager dans les années à venir. Cette proportion atteint 72 % en Afrique, contre 36 % en Europe, et 61 % chez les moins de 25 ans, contre 29 % chez les 65 ans et plus.

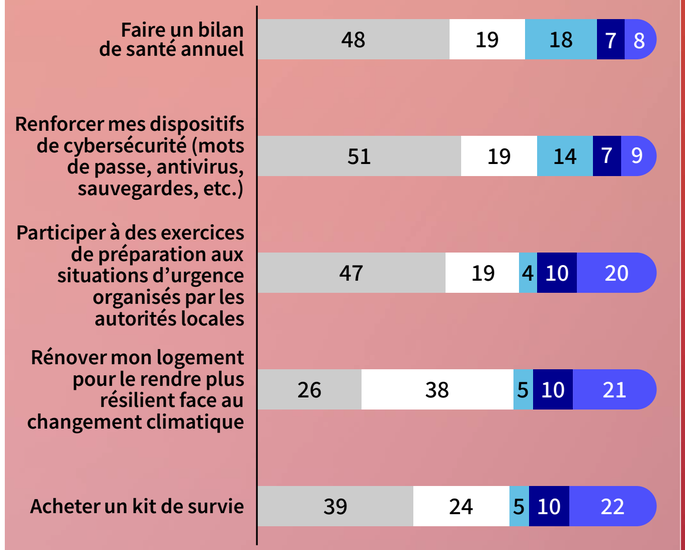
Interrogés sur les mesures permettant de réduire leur exposition aux risques, les répondants se montrent avant tout disposés à réaliser un **bilan de santé annuel** (85 % seraient prêts à le faire ou le font déjà) et à **renforcer les mesures de cybersécurité** (84 %). Ces résultats sont relativement homogènes pour toutes les générations.

Le coût et la complexité des travaux constituent le principal frein à l'adaptation des logements au changement climatique, cité par 38 % des répondants. L'adaptation des logements figure parmi les trois mesures qui suscitent le plus de réticences : 10 % des répondants refusent de l'envisager et 21 % ne la jugent pas utile. Les deux autres mesures les moins bien accueillies sont **la participation à des exercices de préparation aux situations d'urgence**, rejetée par 10 % des répondants et jugée inutile par 20 %, ainsi que **l'achat d'un kit de survie** (respectivement 10 % et 22 %). Les 65 ans et plus se montrent particulièrement sceptiques quant à l'utilité de ces deux dernières mesures : 28 % jugent inutiles les exercices de préparation et 33 % l'achat d'un kit de survie.

Grand public

ADOPTION DE MESURES ET COMPORTEMENTS DE RÉDUCTION DES RISQUES : INTENTIONS DÉCLARÉES

Quelles actions êtes-vous prêt(e) à mettre en œuvre pour réduire votre exposition aux risques ?
En %

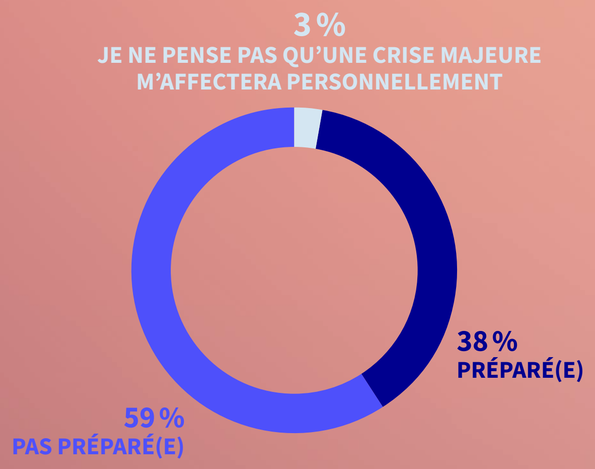


Focus

LE POUVOIR DE LA PRÉVENTION FACE À L'INTERCONNEXION DES RISQUES

À la quasi-unanimité, les répondants s'accordent à dire que **les crises sont de plus en plus nombreuses et qu'elles ont un impact croissant sur nos vies** (94 % du grand public dans les deux cas, et respectivement 95 % et 96 % du côté des experts).

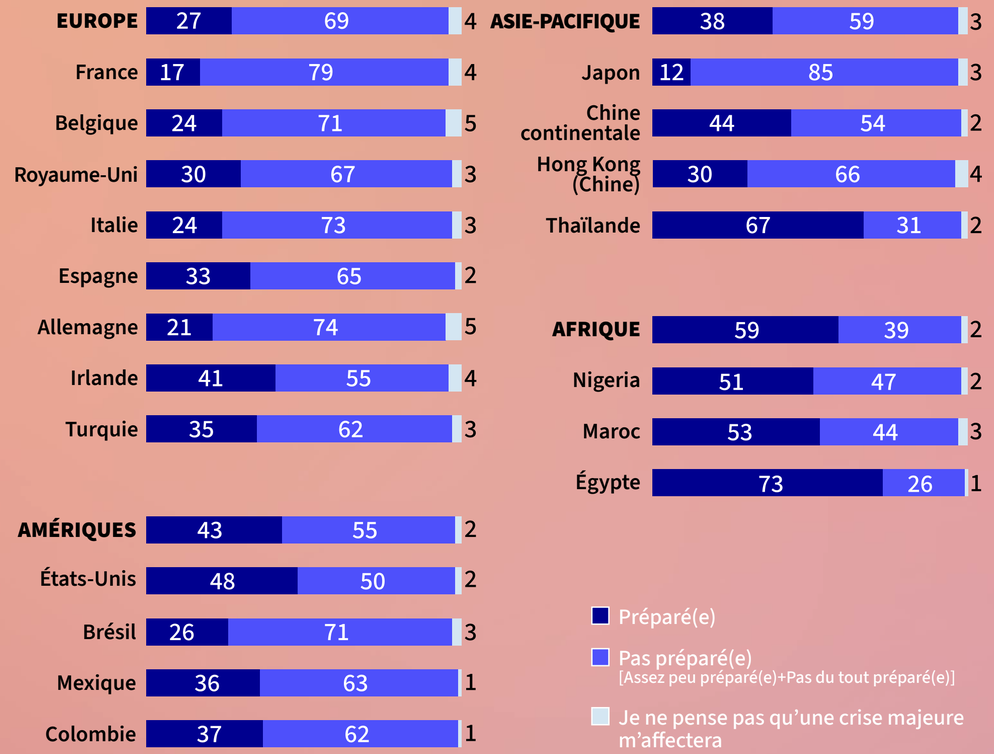
Invités à se projeter dans une crise majeure (effondrement économique, pandémie, catastrophe naturelle, etc.), **seuls 38 % du grand public se considèrent personnellement comme « très bien » ou « plutôt bien » préparés**. Cette proportion est particulièrement faible au Japon (12 %) et en France (17 %). Le sentiment d'être bien préparé est plus répandu chez les hommes que chez les femmes (43 % contre 33 %), ainsi que chez les moins de 45 ans (42 %) par rapport aux 45 ans et plus (34 %).



CAPACITÉ PERSONNELLE À SURMONTER UNE CRISE MAJEURE

Dans quelle mesure vous sentez-vous préparé(e) à affronter une crise majeure (catastrophe naturelle, pandémie, effondrement de l'économie, cyberattaque, etc.) ?

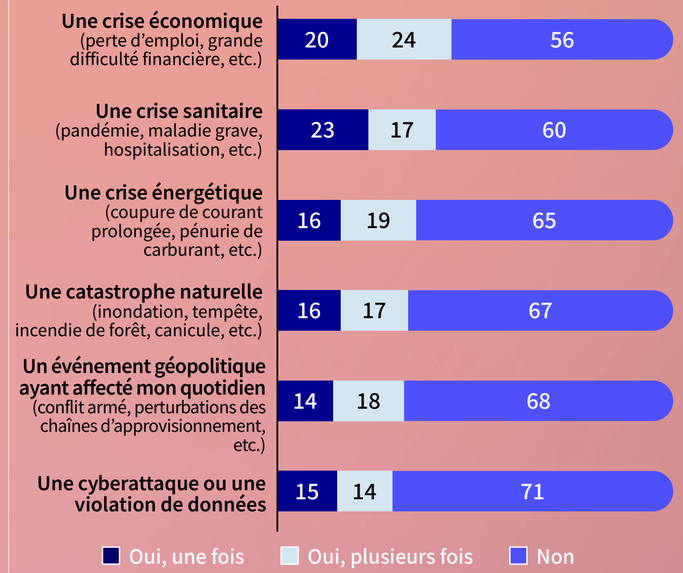
En %



EXPÉRIENCE DÉCLARÉE D'UNE CRISE MAJEURE AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous personnellement vécu l'une des situations de crise suivantes ?

En %



70 %

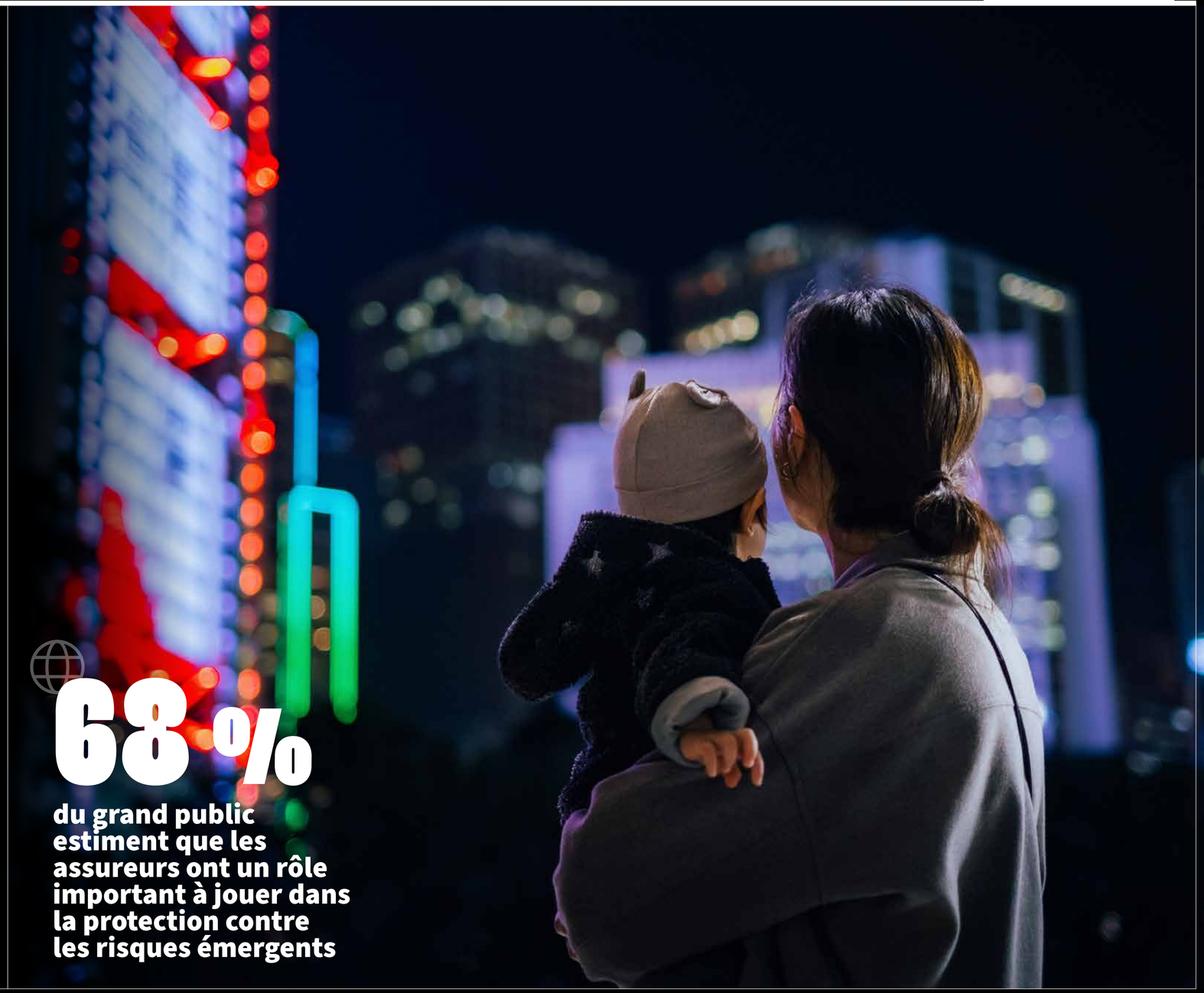
des personnes interrogées ont été confrontées à au moins une crise au cours des 12 derniers mois, et 52 % à deux crises ou plus

LE RÔLE DES ASSUREURS

Les assureurs restent largement perçus comme des acteurs incontournables de la protection contre les risques émergents, et sont reconnus par une large majorité du grand public (68 %) comme des partenaires essentiels de la prévention et de la résilience.

Cette perception est particulièrement répandue chez les plus jeunes : 72 % des moins de 45 ans considèrent les assureurs comme des partenaires essentiels, contre 65 % des 45 ans et plus.

Face à des risques futurs toujours plus complexes, interdépendants et difficiles à anticiper, les entreprises attendent désormais des assureurs qu'ils élargissent leur rôle. Si **les solutions innovantes de gestion et de transfert des risques** restent l'attente prioritaire des partenaires d'AXA (66 %), elles sont suivies de près par **le partage des connaissances et la sensibilisation aux risques** (65 %), et par **l'accompagnement à la prévention et le renforcement de la résilience** (59 %).



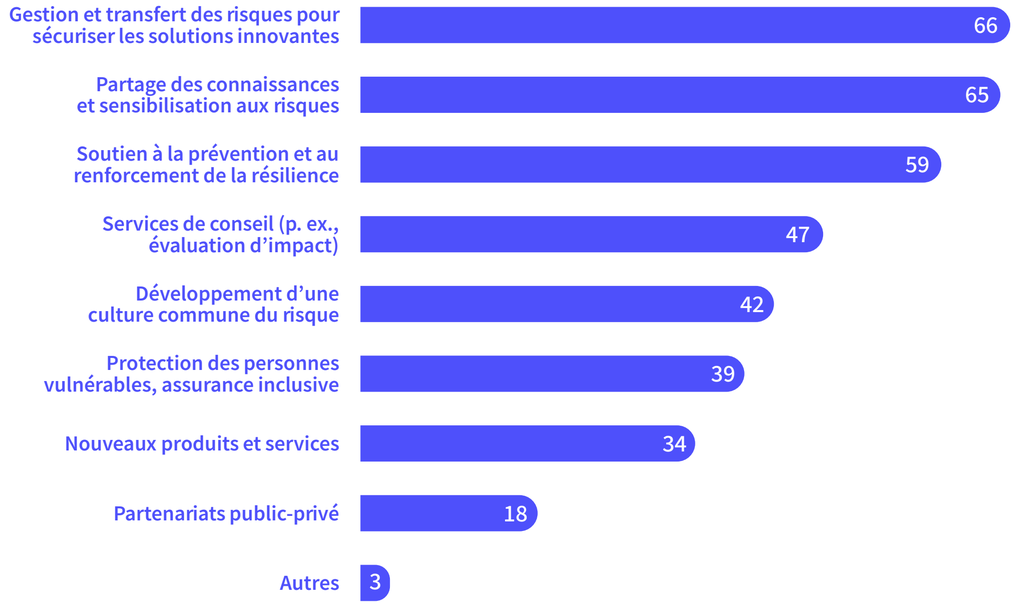
68 %

du grand public estiment que les assureurs ont un rôle important à jouer dans la protection contre les risques émergents

Experts

Attentes à l'égard des assureurs face aux risques futurs

En %



Ces résultats traduisent une attente claire : au-delà d'une simple protection financière, les entreprises attendent des assureurs qu'ils les aident à **décrypter les risques émergents, à anticiper les chocs et à bâtir une résilience durable**.



Étude de cas

Re-Contract

Dans un monde où seules 38 % des personnes se sentent préparées à surmonter une crise majeure, le rôle des assureurs dépasse largement le cadre de l'indemnisation financière. Dans le cadre du partenariat entre le Fonds AXA pour le Progrès humain et l'École normale supérieure (ENS-PSL), AXA soutient le **projet de recherche Re-Contract**, qui explore les moyens de renforcer la confiance et la solidarité collective face aux défis contemporains. Dirigé par Marie Gaille, directrice de recherche au CNRS, ce projet conçoit de nouvelles voies pour renforcer **la prévention, la sensibilisation aux risques et l'action sociale, et contribuer à bâtir une société plus résiliente, plus inclusive et plus durable**.

⊕ EN SAVOIR PLUS

Tribune

Faire de la prévention une réalité

GUILLAUME BORIE, DIRECTEUR FINANCE, STRATÉGIE, SOUSCRIPTION, RISQUES ET TECHNOLOGIE DU GROUPE AXA



Le Future Risks Report dépeint un monde marqué par des risques toujours plus interconnectés, plus fréquents et plus complexes. Climat, cyber, intelligence artificielle, santé ou géopolitique : aucun de ces enjeux n'évolue désormais de manière isolée. Ils se nourrissent les uns des autres et peuvent déclencher des réactions en chaîne aux conséquences très concrètes pour les personnes, les entreprises et les territoires.

Dans le même temps, le rapport offre un véritable motif d'espoir : pour 85 % des experts comme du grand public, la prévention permet d'éviter, au moins en partie, la survenue des risques les plus préoccupants. Cela nous rappelle que, si de nombreux risques demeurent inévitables, leurs conséquences ne le sont pas nécessairement.

Pour AXA, l'enjeu est clair : nous devons traduire notre raison d'être en actes et apporter davantage de stabilité dans un environnement volatil. L'assurance doit conserver son rôle essentiel, en aidant les particuliers et les entreprises à se relever après un sinistre. Mais nous devons aussi aller plus loin pour permettre à nos clients de mieux anticiper les risques, de réduire leur exposition et de renforcer leur résilience.

Ce qui m'incite à la confiance, c'est notre connaissance approfondie des principaux risques actuels et des réponses à y apporter. Nous déployons déjà des mesures de prévention efficaces face à la plupart des risques analysés dans le rapport. Face au risque climatique, AXA a notamment proposé, ces deux dernières années, plus de 19 000 solutions et services d'adaptation à ses clients et intermédiaires, depuis les alertes pour événements météorologiques extrêmes et évaluations des risques ou encore programmes de formation. En santé, nous intégrons dans nos services un nombre croissant de mesures de prévention et de dépistage précoce, couvrant un large éventail de pathologies, du cancer à la santé mentale. En matière de cybersécurité, AXA s'appuie sur des partenaires experts et aide ses clients à renforcer leurs pratiques de cyberprotection et leur résilience avant même qu'un incident ne survienne.

La question n'est plus de savoir si la prévention fonctionne. Le défi consiste désormais à la déployer méthodiquement, à grande échelle, et suffisamment vite pour faire bouger les lignes, tant pour nos assurés que pour la société dans son ensemble.

C'est pourquoi AXA intègre aujourd'hui la prévention de manière plus systématique dans son modèle opérationnel. Au-delà de la couverture d'assurance, nous mobilisons la recherche scientifique, l'ingénierie des risques, les données et la technologie afin de proposer à nos clients des services utiles avant la survenue d'un sinistre. Il est essentiel de rendre la prévention plus accessible, plus concrète et de constituer une dimension essentielle de l'accompagnement de nos assurés.

Notre plan stratégique « Growing Forward » fait de la prévention une priorité. Mais nous savons que ce défi appelle une action collective. Renforcer la résilience est, par essence, un effort commun. L'adaptation au changement climatique exige une coopération entre assureurs, investisseurs, gestionnaires d'infrastructures et pouvoirs publics. La résilience cyber repose sur des partenariats avec des spécialistes des technologies et du renseignement. Plus largement, la résilience de nos sociétés exige une mobilisation conjointe des entreprises, des chercheurs, des pouvoirs publics et des acteurs locaux.

Notre stratégie vise à faire de la prévention une dimension structurante de nos offres, de nos services et de nos relations avec nos clients. Notre feuille de route est claire : renforcer notre leadership et nous appuyer sur la coopération, pour démultiplier notre impact et contribuer à des sociétés plus résilientes. Plus que jamais, l'avenir de l'assurance se jouera autant dans la prévention et la réduction des risques que dans leur transfert.

Retrouvez tous les résultats
de cette enquête ici

Contact : emerging.risks@axa.com

Remerciements

Le Future Risks Report est coproduit par les départements Gestion des Risques
et Communication, Marque et Développement Durable du Groupe AXA.

Chaque année, notre partenaire Ipsos mène l'enquête et les équipes des entités au sein d'AXA jouent un rôle essentiel en coordonnant nos réseaux d'experts et en partageant des témoignages illustrant les initiatives du Groupe. Nous les en remercions.

Nous remercions également chaleureusement toutes les personnes qui ont contribué à l'élaboration de ce rapport.

Crédits : AXA IM - Christine Weirsky - Patrick Frost from BlackStar Pictures - Benjamin Boccas - Olivier Tran - Éric Bobrie - Anna Wirtz - Michael Lafontan - William Lacalmontie - AXA - droits réservés - Getty. Tous droits réservés. **Création :** TERRE DE SIENNE